

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROPE 47-08

SOMMAIRE

CLAUDE HARMEL. — Les nouveaux Doukhobors	1
BRANKO LAZITCH. — Quelques questions au cœur de la querelle sino-soviétique	3
JEAN MALARA. — En Pologne, six ans après « Octobre »	6
NICOLAS LANG. — Les événements dans la péninsule arabique et les communistes	11

LUCIEN LAURAT. — Le budget soviétique pour 1963	14
A. TROUBNIKOFF. — L'Eglise orthodoxe (officielle) de Russie et la politique internationale de l'U.R.S.S.	16
Un Chinois parle de la Chine.	19
Le « trafic » des étudiants noirs.	21
Chronique du mouvement communiste international	24
<i>Belgique : Modification des statuts du P.C.B. -</i>	
<i>Inde : Le président du P.C. fait sa tournée en Europe.</i>	

Les nouveaux Doukhobors

PEU-ÊTRE ne faut-il pas s'étonner qu'une trentaine de « chrétiens évangélistes », — groupe assurément insolite de femmes, de vieillards et d'enfants — ait réussi à parcourir cinq mille kilomètres, de Tchernogorsk en Sibérie jusqu'à Moscou, sans attirer sur lui l'attention d'une police abondante et multiforme. Même Staline n'était pas parvenu à fixer tout à fait les Russes au lieu assigné à chacun d'eux, et l'on sait que, depuis sa mort, interdictions et surveillances se sont relâchées à ce point que, par exemple, nombre de ceux qui furent envoyés pour défricher et peupler « les terres vierges » revinrent chez eux ou du moins quittèrent le travail et la région auxquels ils avaient été affectés, bien avant le terme de leur contrat et sans autorisation aucune.

Il est plus surprenant que la garde qui veille aux portes des ambassades étrangères pour empêcher tout contact entre la population russe et les diplomates occidentaux ait laissé franchir à ce groupe les portes de l'ambassade américaine : il y a décidément quelque chose qui ne va plus dans la machine soviétique. Et n'est-ce pas aussi un signe d'un autre affaiblissement du système, de la faillite de la propagande et de la « mise en condition » des masses, que cette espérance placée par ces pauvres Sibériens dans la protection américaine ? Que savent-ils des Américains, qu'en devraient-ils savoir s'ils avaient ajouté foi à ce que le Parti ne cesse de leur répéter depuis

bientôt un demi-siècle et avec plus de force depuis tantôt vingt ans ? Que les Etats-Unis, c'est le capitalisme, c'est le règne de l'argent, le mépris du pauvre, le désir d'asservir les peuples, la volonté de domination, l'impérialisme, le recours à la violence et à la guerre, la haine de tout ce qui est russe et le désir d'en finir dès que possible avec les populations soviétiques, par les armes nucléaires, comme à Hiroshima.

Visiblement, cet enseignement à la fois brutal, obsédant et insidieux a glissé sur eux. Ont-ils, pour ainsi parler, laissé passer ce flot de propagande sans en rien écouter, sans en rien entendre, comme s'ils s'étaient bouché les oreilles ? Ont-ils pensé qu'un Etat dénoncé par les tenants d'un régime qui pour eux est le mal ne pouvait pas ressembler au portrait qu'on en fait ? Et le coup d'arrêt que le gouvernement américain a donné aux menées soviétiques en octobre dernier dans la mer des Caraïbes les a-t-il décidés à se mettre sous la protection d'une puissance qui a eu la force et le courage de s'opposer aux Soviétiques, et qui les a fait reculer ?

Nul ne saurait le dire, et pour cause. Nul n'a pu parler à ces malheureux. Mais leur geste suffit à prouver qu'il existe, dans les populations soumises à la servitude communiste, un sentiment à l'égard de l'Occident tout autre que la peur et la haine qu'on s'efforce de leur inculquer, un sentiment où il entre de la

confiance, de l'espoir, un sentiment sur lequel les diplomates occidentaux devraient faire fond, au lieu de croire que les Soviétiques se pressent quasi unanimes autour de Khrouchtchev et du Parti communiste de l'U.R.S.S., parce qu'à défaut de bien-être et de libertés, ils auraient comblé l'orgueil national russe. Leur geste montre aussi les richesses insoupçonnées existant au tréfonds du peuple russe, grand et malheureux peuple, qui souffre, mais qui demeure.

S'il y a un relâchement dans le mécanisme du despotisme soviétique, on n'y a pas oublié, hélas ! les méthodes en vigueur sous Staline. La presse de Moscou n'a pas soufflé mot de l'affaire, et, dès que l'alerte fut donnée, la police a empêché tout contact entre les pétitionnaires et le public, à plus forte raison les journalistes étrangers. A ceux-ci, on a dit qu'on emmenait le groupe vers un hôtel dont on leur a donné le nom, mais, dans cet hôtel, ceux qui ont été aux nouvelles se sont entendus répondre qu'on ignorait tout de ces gens-là, et sans doute était-ce vrai. Ces trente-deux « chrétiens évangélistes » ont été emmenés vers une destination inconnue, vers un destin qu'on peut craindre fatal. Les responsables du « comité des cultes près le conseil des ministres » a bien promis aux correspondants de la presse occidentale qu'ils allaient faire ouvrir une enquête pour savoir « s'il y avait eu des abus de la part des autorités locales de Tchernogorsk », comme si ce n'était pas d'ordre du Parti que sont persécutées les sectes. De toute évidence, il ne s'agissait que de calmer la curiosité des journalistes, en attendant que le temps leur fasse oublier cette affaire et qu'on n'en parle plus.

Il faut en parler au contraire, et puisque Khrouchtchev et ses collègues se fabriquent, à bon compte, une réputation de libéralisme, l'occasion est bonne pour les mettre à l'épreuve.

Par certains côtés — ne serait-ce que par le

TITO A LA MÉMOIRE COURTE

DANS le discours prononcé le 22 décembre 1962 à la gare de Belgrade au retour de son voyage en U.R.S.S. Tito ne manquait pas à se flatter ainsi : « Nous étions invités — comme vous le savez — au Soviet suprême et nous faisons partie du Presidium d'honneur à cette séance du Soviet suprême. J'ai eu l'occasion d'y prononcer un discours. Je pense que c'était la première fois qu'une telle chose se produisait ce qui n'est qu'un signe de plus que le gouvernement soviétique et les plus hauts dirigeants soviétiques souhaitent des rapports sincères avec notre pays. »

Or, « une telle chose » ne s'est pas produite pour la première fois : le 6 novembre 1957, devant ce même Soviet suprême, un autre chef communiste étranger eut le même honneur. Ce fut Mao Tsé-toung ! (alors que Tito, « empêché par un lumbago » — selon le communiqué officiel — eut la prudence de ne pas se rendre à Moscou à ce moment comme il était prévu).

désir de quitter l'U.R.S.S. pour pouvoir célébrer librement leur culte — les « chrétiens évangélistes » qui sont venus demander asile à l'ambassade américaine évoquent une autre de ces sectes comme la Russie, confuse et mystique, en a tant vu naître, une secte qui, elle aussi, chercha la liberté dans l'exil, celle des Doukhobors, les « combattants de l'esprit ».

Par fidélité à l'interprétation qu'ils donnaient des évangiles, ils refusaient de reconnaître aucun pouvoir. Ils n'obéissaient pas aux ordres émanant du Tsar. En particulier, ils ne consentaient pas à porter les armes et à servir dans l'armée. En 1895, ceux d'entre eux qui étaient sous les drapeaux déclarèrent qu'ils ne voulaient plus ni tuer ni apprendre à tuer, et, dans leurs villages du Caucase, leurs parents jetèrent dans des feux allumés sur les places où l'on s'assemblait pour la prière, les armes qu'on leur avait remises pour se défendre contre les brigands et contre les bêtes qui infestaient ces régions, mal policées encore.

On envoya les Cosaques, avec ordre de ne rien négliger pour ramener les Doukhobors à la loi commune. Puis ce fut l'expulsion, la dispersion des familles, la dissolution des villages.

Alors Tolstoï intervint. Les Doukhobors n'avaient certainement pas lu ses livres, ni emprunté quoi que ce fut à sa doctrine. Il n'avait été ni leur guide, ni leur maître. Il fut leur défenseur. Avec l'aide de ses disciples, il alerta l'opinion universelle, grâce, notamment, à des articles qu'il publia dans le *Times*. On s'émut, on se passionna dans le monde, et, à la demande de l'impératrice douairière, le Tsar donna aux Doukhobors le droit d'émigrer au Canada où des terres à défricher leur avaient été offertes. Tolstoï lança un appel traduit dans toutes les langues pour trouver l'argent nécessaire aux frais du voyage. Lui-même versa des sommes considérables : les droits d'auteur de « Résurrection » qu'il écrivit à cet effet.

Personne en U.R.S.S. ne prendra la défense des « chrétiens évangélistes », comme Tolstoï le fit jadis pour les Doukhobors, pas même ce jeune Evtouchenko qui s'est apitoyé un jour sur des martyrs d'autrefois, mais qui n'osera pas voler au secours de ceux que le régime persécute aujourd'hui.

La Russie écrasée sous le joug restant muette, aucune voix ne s'élèvera-t-elle en Occident pour tenter de sauver ces malheureux ? Puisqu'on en est à vouloir téléphoner à Khrouchtchev en ligne directe ou à lui adresser des vœux, que ne profite-t-on de ces familiarités pour lui parler des chrétiens évangélistes, des Témoins de Jéhovah et de combien d'autres sectes que son régime persécute, encore plus brutalement qu'il ne le fait des orthodoxes, des catholiques, des protestants, des musulmans et des juifs ?

Claude HARMEL.

Quelques questions au cœur de la querelle sino-soviétique

LES polémiques devenues publiques entre les Chinois et les « révisionnistes modernes » (dont trois sont pris nommément à partie par la presse de Pékin — Tito, Dange et Togliatti — alors que le nom du quatrième et du plus important, Khrouchtchev, est pour le moment systématiquement ignoré) ont déjà révélé de nombreux litiges, vrais ou faux, dans la « famille socialiste ». Mais, en même temps, les contradicteurs, des deux côtés de la barricade communiste, évitent soigneusement de traiter d'autres sujets d'une importance quelquefois capitale, dont voici quelques-uns :

Khrouchtchev a-t-il essayé de « noyauter » l'équipe de Mao ?

Avant d'ouvrir la polémique « idéologique » en avril 1960, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Lénine, les chefs soviétiques et chinois eurent certainement des explications au cours de l'année précédente, péripétie dont on ne retrouve pas trace dans leurs discussions, mais dont une simple juxtaposition des dates fait ressortir le caractère trouble.

Le 24 avril 1959 partent de Pékin en direction de l'Europe orientale, via Moscou, deux dirigeants du P.C. chinois. L'un est Tchang Wen-t sien (alias Lo-Fu), premier ministre adjoint des Affaires étrangères, qui se rendit à Varsovie, à titre d'observateur, pour représenter la Chine à la réunion des ministres des Affaires étrangères du Pacte de Varsovie; l'autre est le maréchal Peng Teh-huaï, ministre de la Défense nationale qui entreprit un voyage à travers les pays communistes de l'Europe.

Mais le rôle de ces deux envoyés était encore plus important dans le Parti que dans l'Etat. Tchang Wen-t sien était alors membre (ou suppléant) du Politburo, cumulant les titres suivants au cours de sa carrière révolutionnaire : militant formé aux écoles du Komintern à Moscou, il participait déjà au VI^e Congrès du P.C. chinois réuni à Moscou en 1928 (presque en même temps que le VI^e Congrès du Komintern). En 1930, il faisait partie des vingt-huit étudiants chinois revenus des écoles du Komintern, avec Pafel Mif, pour prendre la direction du P.C. chinois dans leur pays. Trois d'entre eux vont se succéder, de 1931 à la fin de 1934, au poste de secrétaire général du P.C.; le troisième était Tchang Wen-t sien, qui dut céder cette fonction en janvier 1935 à Mao Tsé-toung. Mais Tchang Wen-t sien ne perdit pas toute importance dans le P.C. chinois : il resta membre du Comité central et fut nommé ambassadeur à Moscou, après la victoire de Mao Tsé-toung. Et, à son retour de Moscou, il fit sa rentrée au Politburo, tout en exerçant

la fonction de ministre adjoint des Affaires étrangères. Le second voyageur, le maréchal Peng Teh-huaï, originaire de la même province que Mao (le Hounan), était déjà, à l'époque de Yen-an, le chef militaire numéro 2 (le numéro 1 étant Tchou-Déh) et, au lendemain de la victoire, c'est lui qui fut nommé commandant en chef des troupes chinoises dans la guerre de Corée. Membre du Politburo et ministre de la Défense nationale, il fut le deuxième sur le tableau d'honneur des dix premiers maréchaux chinois promus par Mao en 1955.

Le 25 mai 1959, le maréchal Peng Teh-huaï se trouvait à Tirana, en même temps que Nikita Khrouchtchev, avec lequel il eut un entretien particulier. Il rencontra également Enver Hodja et Mehmet Chehu, de même qu'il vit le maréchal Malinovsky, qui accompagnait Khrouchtchev. Une photo de l'époque les montre tous ensemble, souriants : Khrouchtchev, Hodja, Chehu, Malinovsky et Peng Teh-huaï.

Le 13 juin, le maréchal Peng Teh-huaï est de retour à Pékin (où Tchang Wen-t sien l'avait précédé).

Le 2 août s'ouvre subitement le VIII^e Plenum du Comité central du P.C. chinois, qui dure jusqu'au 16 août.

Le 27 septembre, un communiqué officiel annonce que le maréchal Peng Teh-huaï est limogé de son poste de ministre (ainsi que son adjoint) et que sur la nouvelle liste du gouvernement manquent deux ministres adjoints des Affaires étrangères : Tchang Wen-t sien et Wang Chai-hsiang (le deuxième ayant été aussi un moment ambassadeur à Moscou, après avoir fait également partie de l'ancien groupe des vingt-huit étudiants de Moscou).

Le communiqué du dernier Plenum (septembre 1962) faisait vaguement allusion à ce qui s'était passé à Loshan, soulignant « l'importance historique » de la VIII^e session plénière du VIII^e Comité central : « *L'importance de cette session réside dans le fait qu'elle a brisé l'offensive de l'opportunisme de droite, c'est-à-dire du révisionnisme, qu'elle a défendu et maintenu la ligne du Parti et la cohésion de ses rangs.* »

Traduit en termes clairs, cela signifie que deux membres du Politburo, Peng Teh-huaï et Tchang Wen-t sien (aidés certainement par quelques autres dirigeants) ont essayé de soulever le Comité central contre Mao Tsé-toung, à peu près de la même manière que Malenkov, Molotov et Kaganovitch avaient essayé en vain la même chose contre Khrouchtchev en 1957. (D'après certains renseignements apportés dans l'excellent article sur le limogeage du maréchal Peng Teh-huaï, publié dans *The China Quarterly* [octobre-dé-

cembre 1961], le maréchal aurait écrit une lettre à la direction du P.C. soviétique sur la politique économique de Mao et aurait présenté ensuite au Plenum un mémorandum détaillé critiquant cette politique.)

C'est ici qu'intervient un autre élément : le rôle des Albanais dans cette lutte de coulisses, qui pourrait mieux expliquer la solidarité actuelle de Mao et de Hodja que toutes leurs élucubrations élaborées après coup sur la défense du marxisme-léninisme :

Premièrement, les contacts entre Khrouchtchev et Peng Teh-huaï ont eu lieu à Tirana, et Hodja — rusé et intrigant comme il s'était déjà révélé dans un autre conflit, celui qui allait opposer Tito à Staline — aurait pu en apprendre quelque chose et avertir Mao que Khrouchtchev nourrissait des arrière-pensées à son égard (de même qu'il devait savoir que Khrouchtchev les nourrissait également envers Hodja lui-même).

Deuxièmement, le 23 septembre — au lendemain du Plenum de Lushan et à la veille de la publication du limogeage de Peng Teh-huaï et autres, une délégation du P.C. albanais partit, via Moscou, pour la Chine, dirigée par Kotscho Tachko, président de la Commission de contrôle et ancien fonctionnaire du Komintern. Mais subitement, le lendemain même, le 24 septembre, Mehmet Chehu prend l'avion, également à destination de Pékin.

Troisièmement, l'année suivante, du 21 mai au 5 juin 1960, une autre délégation du P.C. albanais se rend en Chine, Liri Belichova, membre du Politburo en fait partie. Au moment de son retour en Albanie, la bagarre au congrès du P.C. roumain entre Khrouchtchev et la délégation sino-albanaise éclate; en août, la direction soviétique s'adresse à deux reprises à Enver Hodja pour une rencontre bilatérale, mais celui-ci, pour toute réponse, élimine, au début de septembre, deux dirigeants de son propre P.C. : K. Tachko et L. Belichova, précisément ceux qui ont visité Pékin, en passant par Moscou. Ainsi, la symé-

trie est totale du côté chinois et albanais : le chef de la fraction opposée à Mao, après avoir fait le voyage à Moscou et à Tirana, et tenté son coup, est arrêté, de même les deux chefs albanais de la fraction opposée à Hodja, après avoir fait le voyage à Pékin et à Moscou, sont à leur tour arrêtés.

Depuis quand Khrouchtchev et Mao ont-ils rompu leurs relations personnelles ?

Dans l'intervalle de cinq ans, de 1954 à 1959, Khrouchtchev et Mao se sont rencontrés quatre fois : Khrouchtchev a fait trois visites à Mao et celui-ci un voyage à Moscou. Depuis lors, plus de trois ans ont passé et les deux chefs ne se sont jamais retrouvés ensemble.

La dernière visite de Khrouchtchev remonte au dixième anniversaire de la fondation de la Chine communiste : il débarquait à Pékin le lendemain de son retour d'Amérique, le matin du 30 septembre, trois jours à peine après le communiqué qui faisait connaître le limogeage du maréchal Peng Teh-huaï, de Tchang Wen-tzien et des autres « révisionnistes » favorables à Khrouchtchev. Le moins qu'on puisse dire est que l'ambiance n'était guère à la fraternisation entre les deux chefs suprêmes du communisme.

Ce même jour et les deux jours suivants ils eurent des entretiens particuliers. Khrouchtchev était accompagné par Souslov et Gromyko (ce dernier n'assista pas au deuxième entretien) et Mao Tsé-toung entouré de cinq ou six membres de son Politburo. Les trois communiqués laconiques publiés dans la *Pravda* et signés de son « correspondant particulier » donnent trois nuances caractéristiques du climat de ces entretiens :

L'entretien du 30 septembre est qualifié de « cordial et amical » ; le deuxième, le lendemain, ne fut que « cordial » et le troisième communiqué mentionnait tout simplement l'« entretien ».

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8°

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 F pour six mois et 60 F pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 F pour un an ou 90 F si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Pendant les manifestations publiques, et dès sa descente d'avion, Khrouchtchev prononça plusieurs allocutions, alors que Mao Tsé-toung s'en abstint, laissant à Tchou En-lai le soin de répondre au cours d'un banquet. A la différence de la visite de Khrouchtchev en 1954 — à l'occasion du cinquième anniversaire de la Chine communiste — qui avait été marquée par une déclaration sino-soviétique commune proclamant dès la première phrase l'« unité totale » de vues, cette fois aucune déclaration ne fut publiée. Bientôt, le nom de Khrouchtchev devait disparaître de la presse chinoise, comme celui de Mao Tsé-toung disparaissait de la presse soviétique. Voici un exemple de ce renversement total à l'égard des honneurs dus à Mao en tant que théoricien : lorsque le troisième volume de ses « *Œuvres choisies* » fut publié en octobre 1953, la parution fut simultanée à Pékin (en chinois) et à Moscou (en russe), avec beaucoup d'éloges; lorsque le tome suivant, le quatrième, de ces mêmes « *Œuvres choisies* » parut en septembre 1960, non seulement il n'y avait pas d'édition soviétique, mais la revue de Prague *Problèmes de la paix et du socialisme* ne daigna même pas noter cet ouvrage dans sa bibliographie des livres écrits par des chefs ou « théoriciens » communistes du monde entier!

Où vont les dollars chinois ?

La Chine communiste dispose de dollars. D'où ils viennent nous intéresse moins que de savoir où ils vont.

Les statistiques sur l'activité économique de la Chine communiste en 1961 révèlent les dépenses suivantes :

Pour l'achat de blé et autres produits alimentaires — l'année 1961 ayant été une des plus désastreuses dans l'économie alimentaire depuis fort longtemps — la Chine communiste avait dépensé en tout 360 millions de dollars américains, dont 230 millions payables en 1961 et le reste (130 millions) en 1962.

Pour aider les pays sous-développés, la Chine communiste — d'après les statistiques publiées par le Secrétariat des Nations Unies à la fin de 1962 — a sacrifié un total de 158 millions de dollars, ce qui représente une augmentation sensible par rapport à l'aide consentie en 1960, dont le montant était de 106 millions. Ce rapport des Nations Unies note que l'apport chinois s'était augmenté de presque 50 % « en dépit des difficultés économiques qui se sont abattues sur ce pays ». (En même temps que cette augmentation chinoise, il est intéressant de constater la diminution de l'aide soviétique : au lieu des 680 millions de dollars en 1960, les Soviétiques ne donnèrent aux pays sous-développés que 304 millions en 1961, ce qui représente une réduction de plus de 55 %.)

Toujours en 1961, l'aide de la Chine aux pays communistes s'est chiffrée à 282 millions de dollars alors que celle de l'Union soviétique n'a atteint que 175 millions de dollars. Trois pays asiatiques communistes :

LES CHINOIS ONT ROMPU AVEC LA « REVUE » DE PRAGUE

ENTRE les numéros 11 (novembre 1962) et 12 (décembre) de la *Nouvelle Revue Internationale* de Prague existe une différence importante que les éditeurs ont volontairement voulu laisser inaperçue. En novembre, il était indiqué sur l'avant-dernière page de couverture que « la revue est éditée en dix-huit autres langues », avec l'indication de toutes ces éditions, y compris l'adresse : la quatrième citée était l'édition chinoise : Guozi Shudian, Peking.

En décembre, il est indiqué au même endroit que « la revue est éditée en plusieurs autres langues » et sur la liste qui suit il n'y a plus d'édition chinoise. (Par contre les éditions nord-coréenne vietnamienne et japonaise y figurent toujours.)

Ainsi, l'absence de collaboration chinoise à la revue de Prague que nous avons signalée en particulier dans nos deux précédents numéros (« *Les Chinois proscrits de la revue de Prague* » et « *Les Chinois et la Nouvelle Revue Internationale* ») et dont R. Guyot a parlé dans son « *Information* » au dernier Plenum du Comité central du P.C. français, cette absence a trouvé son aboutissement logique : la rupture du dernier lien qui existait encore entre les Chinois et l'organe officiel du mouvement communiste international.

Cette rupture s'est probablement effectuée en deux temps : tout d'abord, l'équipe soviétique de Prague a écarté les Chinois depuis deux ans, alors que les Chinois avaient continué d'éditer en leur langue la même revue (dont les derniers numéros devenaient de plus en plus agressifs contre les sectaires albanais et « autres ») ; finalement, les Chinois ont tiré la seule conséquence logique de cet état de chose : ils ont cessé de publier une revue où ils étaient traités de la sorte.

la Mongolie, la Corée du Nord et le Viet-Minh reçoivent la majeure partie de l'aide chinoise.

Quand on additionne ces trois postes de dépenses : achats alimentaires, aide aux sous-développés et aux pays communistes, le total pour 1961 atteint le chiffre impressionnant de 670 millions de dollars. (Ces dépenses ont continué certainement tout au long de 1962; ainsi, à la fin de cette année, le 23 décembre, le ministre canadien de l'Agriculture, M. F. Hamilton, a communiqué au Parlement la conclusion d'un accord portant sur une nouvelle vente de blé à la Chine pour une valeur de 65 millions de dollars.)

Ces chiffres méritent une double remarque :

Premièrement, la situation alimentaire catastrophique de la Chine en 1961 avait incité beaucoup de gens à conclure — selon le raisonnement occidental, qui ne devait pas forcément être valable pour les Chinois — que cet état de chose obligerait les Chinois à s'occuper essentiellement de ce problème, sans tenter d'autres efforts. Or, non seulement les Chinois ont aggravé la querelle avec les Soviétiques et provoqué le conflit avec l'Inde (ce qui pouvait s'expliquer de nouveau par une manœuvre de diversion), mais les dirigeants chinois ont été plus loin : ils ont dépensé les

(Suite au verso, bas de page.)

En Pologne, six ans après "Octobre"

DEPUIS quelques années, on a pris l'habitude de considérer la Pologne comme le pays le plus avancé en matière de déstalinisation, de démocratisation et de décentralisation de tous les Etats du bloc soviétique. De même, on estime généralement qu'elle est le moins « communiste » de tous et que ses habitants jouissent de libertés beaucoup plus grandes.

Il n'y a pas longtemps encore, nombreux étaient ceux qui demandaient comment il a été possible, dans le système communiste, qu'une telle oasis ait pu se créer et se maintenir durant plusieurs années. Ils se souviennent, en effet, de la méfiance, parfois de l'hostilité, avec lesquelles les communistes accueillirent le mouvement des masses polonaises d'octobre 1956, et les changements qu'il a entraînés dans la vie du pays. Les troupes soviétiques approchaient déjà de Varsovie, où elles restèrent en position jusqu'au 23 octobre 1956. Des staliniens polonais — tels F. Mazur, K. Witaszewski, K. Mijal — avaient alerté Moscou du danger qui aurait pesé sur le monde communiste, menacé par le retrait de la Pologne du Pacte de Varsovie, la rupture des relations avec l'U.R.S.S. et autres malheurs (1). Des dirigeants russes, dont N. Khrouchtchev, arrivèrent à l'improviste dans la capitale polonaise — où le Comité central du P.O.P.U. tenait sa VIII^e Session plénière — pour défendre leurs intérêts et, au besoin, pour sévir.

La Pologne échappa à la tragédie qui fut le lot

de la Hongrie grâce au concours de plusieurs circonstances :

— Elle bénéficia de l'aide et du soutien du P.C. chinois, dont les dirigeants avaient été sollicités en ce sens, en été 1956, par Edouard Ochab, alors premier secrétaire du P.O.P.U., qui, pendant sa visite à Pékin, prévoyait déjà les changements pouvant survenir dans son pays.

— Le déclenchement, le déroulement et le retentissement de la révolution hongroise contraignirent les Soviétiques à accepter Gomulka au poste de premier secrétaire du P.O.P.U., à passer l'éponge sur les événements de Pologne et à prendre l'engagement de mettre fin à l'exploitation économique et politique du pays.

— Les dirigeants polonais et la population elle-même avaient conscience des impératifs inhérents à la situation géographique de la Pologne, les premiers s'attachant à prendre le mouvement en main, à le diriger et le canaliser, la seconde s'interdisant de se dégager trop brutalement de la domination communiste.

Fin octobre 1956, Gromulka enregistra avec reconnaissance le soutien politique et moral des

(1) C'est Gomulka qui l'a révélé à la conférence des rédacteurs en chef des journaux du Parti, le 29 octobre 1956. Cet exposé, ainsi que plusieurs autres documents relatifs aux événements d'octobre, jusqu'ici inédits, viennent d'être publiés par l'Institut Littéraire de Paris dans l'ouvrage : « Il y a six ans... », collection « Documents », 1962, 196 p. (en polonais).

(SUITE DE LA PAGE 5)

précieux dollars qui aidaient leurs peuples à survivre, au sens littéral du terme, pour des activités à but politique.

Deuxièmement, depuis que les bolcheviks ont commencé à ériger leur Troisième Internationale, une des règles d'or — quoique inscrite nulle part dans les textes officiels — était qu'il n'y avait pas de politique révolutionnaire possible sans aide matérielle adéquate (celle-ci étant obligatoirement en dollars). Or, les activités fractionnelles des Chinois et leur effort de propagande à travers le monde entier n'étaient pas réalisables sans un stock substantiel de dollars. Si les Chinois ont pu dépenser des sommes importantes à des fins qu'on peut qualifier de secondaires dans leur échelle de priorité (nourrir leurs populations ou aider les pays sous-développés), il n'est pas concevable qu'ils aient négligé de consacrer un budget important pour leur travail politique à l'intérieur du mouvement communiste international. Quelle est cette somme, quels sont ses effets sur les communistes du monde entier, voilà une question à laquelle même les services de Khrouchtchev ne pourraient donner une réponse complète. Mais voici, à titre approximatif, les précisions sur deux pays où ce travail à coup de dollars s'effectue depuis quelque temps.

Au Japon, la fraction pro-chinoise dans le P.C. dispose d'un budget à part, alimenté par

les Chinois, grâce auquel elle a pu maintenir et même renforcer ses positions dans l'appareil, en particulier dans le Secrétariat du Comité central, dont la majorité des sections sont entre ses mains.

Au Brésil fonctionne, depuis 1961, un Parti communiste dissident, doté de son propre organe de presse, *Classe Operaria*, en contact à la fois avec le régime de Castro et avec la Chine populaire, surtout par l'entremise de la Société culturelle sino-brésilienne, établie à Sao Paulo et disposant de moyens financiers. Que ce groupement commence à représenter une force concurrente au P.C. officiel d'obédience moscovite (toujours dirigée par L.C. Prestes), la preuve s'en trouve dans les résolutions publiées à l'issue de la Conférence nationale, réunie en décembre dernier à Sao Paulo. On s'y prend violemment aux « groupes sectaires de gauche » qui renforcent leur activité au Brésil, et l'organe de ce P.C. officiel, *Novos Rumos*, a même attribué à ces « gauchistes » la responsabilité de la création d'un centre de guerillas, découvert dans l'Etat de Goyas, où les militants devaient appliquer aux conditions brésiliennes les enseignements cubains et chinois.

Pour faire ce travail, il fallait avoir des moyens financiers et désormais la formule sacrée de l'appareil communiste : « C'est Moscou qui paye », connaît un complément capital : « Pékin aussi paye et, lui aussi, paye en dollars ».

BRANKO LAZITCH.

dirigeants communistes chinois : « (...) *Il est des partis qui manifestent leur sympathie aux changements survenus chez nous et dans d'autres pays; parmi eux se trouve au premier rang le grand Parti communiste de Chine (...)* » (2).

Encore favorable, à ce moment-là, au tournant hongrois, beaucoup plus profond que celui de la Pologne, il expliquait pourquoi cette dernière ne pouvait pas en faire autant : « *La Hongrie — affirma-t-il — se trouve dans une situation géographique différente, tout simplement, elle vit dans d'autres conditions* » (3). Le slogan « amitié polono-soviétique » rencontrait en Pologne une telle hostilité qu'en décembre 1956 un journaliste du Parti déconseillait de l'évoquer dans les journaux et les discours, en soulignant qu'il « *faut écrire et parler d'alliance, de notre situation géographique, d'intérêts de l'Etat, etc.* » (4).

Ce qui, en outre, empêcha une explosion violente des sentiments antisoviétiques ou antirusse, c'était la question de la frontière occidentale : « *N'oublions pas, camarades — s'écria Gomulka à l'adresse des journalistes qui jouèrent un rôle si important dans la déstalinisation et la démocratisation du pays — que le problème de notre frontière sur l'Oder et la Neisse n'est pas encore résolu; il ne l'est pas dans ce sens que jusqu'ici un traité de paix avec l'Allemagne n'a pas été conclu (...)* C'est pourquoi nous sommes très prudents et je vous dirai même que nous continuerons à garder cette prudence en formulant toutes les questions concernant nos relations avec l'Union soviétique; il importe d'éviter tout ce qui pourrait contribuer à affaiblir notre alliance, ce qui pourrait altérer notre amitié, ou bien être mal interprété par nos amis » (5).

LE LABORATOIRE POLONAIS DE DÉSTABILISATION

Si certains facteurs imposaient à l'U.R.S.S. des concessions et l'indulgence, d'autres, par contre, freinèrent la démocratisation, puis entraînèrent son fléchissement à partir de la fin de 1957. La répression exercée sur la jeunesse étudiante qui, en automne 1957, prit la défense de l'hebdomadaire *Po prostu* affaiblit considérablement le mouvement de renouveau. Les restrictions apportées aux prérogatives des conseils ouvriers, subordonnés à partir d'avril 1958 aux représentants du Parti et de la technocratie, anéantirent la force motrice initiale du mouvement. Dès lors commence le retrait progressif des positions acquises à la fin de 1956.

Les changements effectués pendant les premières années suivant la mort de Staline touchaient, en s'imbriquant, un domaine très étendu de la vie polonaise, secouant le climat politique et moral, la formulation et l'expression d'idées et d'opinions, tant en parole que dans les journaux, les écrits littéraires, et scientifiques, jusqu'aux principes mêmes de l'économie nationale et, surtout, de l'agriculture. Or, l'espace polonais, encerclé de partout, mais le plus vaste des Etats périphériques de l'empire soviétique et aussi — avec ses 30 millions d'habitants d'une population homogène au point de vue national — le plus important numériquement, attirait sur lui l'attention de tout le monde. Point de mire des regards hostiles, sinon malveillants, des activistes communistes tchèques ou est-allemands, il se trouvait en même temps sous une surveillance constante de l'U.R.S.S. Celle-ci suivait, en effet, avec un intérêt particulier les transformations économiques de la Pologne, les nouvelles institutions qu'elle se donnait, les libertés qu'elle octroyait dans le domaine culturel et l'atmosphère, plus

nette, plus pure, dont sa vie politique et sociale était désormais empreinte.

De ce champ d'expérimentation polonais, plus d'une innovation fut retenue par les dirigeants soviétiques qui la reprirent à l'usage de leur pays, parfois en l'étendant et la perfectionnant. En même temps, les rapports de la population de l'U.R.S.S. envers les Polonais se modifiaient radicalement.

ATTITUDE ACTUELLE DES RUSSES A L'ÉGARD DES POLONAIS

Anatole Stern, poète et écrivain connu, autrefois ami de B. Jasienski, W. Wandurski et S. Stände, « liquidés » par Staline, avec plusieurs autres communistes polonais pendant la grande purge, et qui a conservé de nombreuses relations dans différents milieux d'intellectuels soviétiques, vient de publier les impressions rapportées de son récent voyage en U.R.S.S. — le second depuis la guerre, le premier ayant eu lieu au milieu de 1955. Il y donne cette intéressante appréciation de l'attitude des Russes à l'égard de la Pologne et des Polonais :

« *La chance qui s'offre présentement à nos deux pays, unique en son genre, ne découle pas seulement, ainsi que cela se produisait par le passé dans notre histoire commune, d'une nécessité politique (...)* Cette chance provient de la nouvelle période de l'histoire russe (...) Aujourd'hui, on fait tout son possible en Russie pour réparer les terribles erreurs du récent passé (...)

« *Oui, on s'y attache maintenant de son mieux à effacer les malentendus accumulés pendant des siècles entre nos deux nations.*

« *Cet acte de sagesse politique du gouvernement actuel trouve la plus vive résonance dans les sentiments des larges couches de la population; peut-être expriment-elles ainsi le respect pour ce sens de l'indépendance qui est notre trait national? N'est-ce pourtant que du respect? (...)* L'attitude actuelle des citoyens de l'Union soviétique envers notre pays est empreinte d'une vive sympathie, parfois même d'exaltation. Cette atmosphère de la rue se reflète en art, en littérature, dans des écrits des publicistes (...) C'est la première fois que les Russes écrivent ainsi à notre sujet » (6).

Même si l'opinion d'Anatole Stern peut paraître trop optimiste ou trop excessive, elle se rapproche de celles qu'emportent de l'U.R.S.S. d'autres voyageurs : savants, techniciens, journalistes et étudiants.

Sans doute, les révoltes polonaises de 1956 et les progrès rapides de la déstalinisation ont-ils contribué à séduire d'emblée les Russes. Mais n'y a-t-il que cela ?

LA RUSSIE ET LA POLOGNE D'AUJOURD'HUI

Les nouveaux rapports et sentiments, presque inconnus jusqu'ici, qui s'établissent entre ces deux pays résultent dans une grande mesure, il est certain, de la cessation des heurts sanglants qui, pendant cinq siècles, y compris les insurrections polonaises du XIX^e siècle, les opposaient

(2) Ouvrage cité, p. 58.

(3) *Idem*, pp. 67-68.

(4) *Idem*, p. 101.

(5) *Idem*, p. 63.

(6) « *Les hommes de la Russie nouvelle* », in l'hebdomadaire *Nowa Kultura* du 11 novembre 1962.

pour l'hégémonie politique et culturelle sur l'ensemble, ou sur une partie, des territoires ukrainien et biélorussien. Le nationalisme grand-russien assouvi, ses anciennes inquiétudes au sujet de la frontière occidentale se sont dissipées. D'autant plus que la minorité polonaise établie à présent dans ces territoires est trop faible pour qu'on puisse la craindre. Il convient plutôt de la favoriser, de la soutenir et même, souvent, de jouer sa carte contre le nationalisme ukrainien, blanc-russien ou lituanien. C'est ce que les Russes font à présent.

D'autre part, étayer la frontière polonaise, ou slave, sur l'Oder correspond à la pensée politique russe qui s'est manifestée dans l'histoire depuis le tsar Alexandre I^{er}. Ce serait donc un deuxième titre de la satisfaction des Russes.

Dans la situation créée par le déplacement des frontières ainsi que des populations polonaise et allemande, la Pologne pourrait difficilement se détacher du bloc soviétique. Elle ne le tenterait même pas, d'autant que les liens économiques ne le lui permettent guère. Pendant la période stalinienne, les industries polonaises furent agrandies et de nouvelles créées d'une manière unilatérale, sous l'angle des besoins économiques de l'U.R.S.S. (entre autres : construction de chantiers navals, de wagons et de locomotives, équipements des raffineries de sucre, usines de béton léger, etc.). Ces industries sont tributaires à la fois des commandes et des matières premières soviétiques, tels en particulier le minerai de fer et le pétrole. Au contraire, la Pologne ne peut pas offrir grand-chose aux pays occidentaux, en dehors de son charbon, de ses produits agricoles, des matières premières et des articles semi-fabriqués.

Au cours de ces dernières années, N. Khrouchtchev et son équipe, abandonnant tout vestige de l'ancienne méfiance à l'égard des communistes polonais, renouent avec eux des rapports très amicaux. En fait, après la Hongrie et la Pologne, c'est l'Union soviétique qui, à son tour, a pris de l'avance sur la voie de la déstalinisation. Les communistes tchèques et allemands se sont toujours montrés à cet égard peu empressés et récalcitrants. Face aux malentendus avec Mao Tsé-toung, Khrouchtchev a eu besoin de resserrer l'amitié avec les dirigeants polonais, ce qu'il ne dissimule guère, bien au contraire, il le proclame à souhait. Ainsi, lors de la réception donnée au Kremlin le 6 mai dernier, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la *Pravda*, il a souligné que « les relations polono-soviétiques n'avaient jamais été aussi bonnes qu'à présent ».

Ce n'est d'ailleurs pas uniquement de Moscou que partit le signal de resserrer les relations entre les deux pays. L'initiative d'accélérer l'intégration économique de l'U.R.S.S. et des pays de démocratie populaire revient aux communistes polonais. Dans son article, publié en septembre dernier, dans *Problèmes de la paix et du socialisme*, Khrouchtchev soulignait que la conférence du Conseil d'Aide Mutuelle et de Coopération Economique (COMECON) fut convoquée sur la demande des Polonais et que, de surcroît, « y

furent approuvées des propositions de grande portée, présentées par le Comité central du P.O.P.U. et le gouvernement de la République populaire de Pologne concernant l'extension du rôle et des prérogatives de ce Conseil » (7).

Réuni à Moscou, celui-ci adopta les « Principes essentiels de la division socialiste et internationaliste du travail » et désigna son comité exécutif.

Dès lors, la coopération économique entre l'U.R.S.S. et les pays périphériques passe à une étape supérieure. Elle consiste à coordonner leurs plans à long terme (dits « de perspectives ») jusqu'en 1980, à investir de conserve en vue de certains objectifs industriels — par exemple, la production du minerai de fer, en U.R.S.S., celles du soufre et du charbon, en Pologne, celle de la bauxite, en Hongrie — à construire en commun de grandes entreprises — telles que les centrales électriques — à proximité de deux pays et à répartir la production industrielle selon la spécialisation de chaque pays. Le programme de « la base matérielle et technique du communisme », adopté au XXII^e Congrès du P.C. soviétique ayant fourni en la matière les lignes directrices, on met actuellement un accent particulier sur la nécessité de resserrer la collaboration entre tous les pays « socialistes ». De même, on insiste sur la répartition rationnelle de la production (ce qu'on appelle : « nouvelle division, juste et socialiste du travail »), tant entre l'U.R.S.S. et les pays du bloc qu'entre ceux-là. On envisage également que l'économie nationale et la technique de ces derniers atteindront un niveau égal.

P. Jaroszewicz, l'un des vice-premiers ministres polonais, élu au comité exécutif du Conseil d'Aide Economique Mutuelle, a écrit récemment à ce sujet :

« Ces problèmes prennent une énorme importance précisément en ce moment. Le système socialiste mondial vient en effet d'atteindre le point de son essor où ont mûri non seulement les conditions, mais aussi la nécessité objective de passer de la phase d'une simple addition des plans de développement des différents pays socialistes à celle du développement des liens économiques permettant de créer progressivement un organisme économique socialiste uni » (8) (c'est nous qui soulignons).

D'après la résolution de la conférence de Moscou, la formation de ce « grand organisme économique d'une puissance multipliée et d'un rythme de développement accéléré », ne saurait faire « surestimer le rôle des richesses naturelles ou des traditions historiques » des pays particuliers; car « la mise à profit de celles-ci, la plus efficace et la plus complète, doit avoir pour corollaire l'acquisition des conditions et des traditions nouvelles correspondant aux tâches de l'édification socialiste et communiste » (9).

Afin que cet objectif soit atteint sans provoquer de frictions entre les pays périphériques — et surtout leurs partis communistes — des relations meilleures que jusqu'à présent doivent les unir. Le dernier voyage de Gomulka et de Cvrankiewicz en République démocratique d'Allemagne avait sans nul doute pour but d'estomper les divergences politiques persistant entre les deux

**APRÈS AVOIR LU
EST & OUEST
NE LE DÉTRUISEZ PAS
ENVOYEZ-LE A UN AMI**

(7) Article reproduit dans *Trybuna Ludu* (La Tribune du Peuple) du 26 août 1962.

(8) Piotr Jaroszewicz : « Le rôle de l'U.R.S.S. dans la coopération économique des pays socialistes », article in *Nowe Drogi* (Les Voies nouvelles), n° 11, novembre 1962, p. 22.

(9) « Coopération et aide mutuelle des Etats socialistes », éditorial de la revue *Nowe Drogi*, n° 7, juillet 1962, p. 8.

pays et d'activer leur coopération (10). Les Russes n'ont certainement pas été étrangers à ce rapprochement germano-polonais (11).

INSTITUTIONS QUI TOMBENT EN DÉSUËTUDE...

A mesure que les années s'écoulent et les éloignent de l'automne 1956, les dirigeants polonais arrivent à « oublier » pas mal de choses. Qui se souvient encore d'une institution appelée à la vie au début de 1957, sous le nom de Conseil économique ? Comprenant des économistes et des savants, réunis sous la présidence d'Oscar Lange, elle devait élaborer les problèmes liés au nouveau système économique polonais, apporter sa collaboration et son aide au gouvernement. Elle s'est éteinte doucement, sans qu'on en parle.

Les conseils ouvriers, soumis au contrôle des secrétaires de cellules communistes et des directeurs d'entreprises, ne présentent plus aucun attrait pour les travailleurs qui avaient mis tant d'espoir en leur création. Peut-être, les conseils d'entreprises, que Khrouchtchev a récemment proposé de constituer dans son pays, auront-ils plus de chance ?

La Diète rénovée qui, en 1957 et plus tard encore, joua un rôle important, tant lors des débats sur les lois et leur promulgation qu'en matière de contrôle sur le gouvernement, est redevenue l'ancien parlement-croupion. Ses commissions peuvent tout juste émettre des vœux à l'intention de l'exécutif et l'assemblée plénière prend figure d'une machine à voter.

Maintes autres institutions que l'on avait créées avec éclat, ou autorisées à reprendre leur ancienne activité, ont été depuis mises discrètement à l'ombre ou ont subi de graves restrictions dans leur fonctionnement. Les exemples ne manquent pas à cet égard, il serait fastidieux de les énumérer tous. De même, fait significatif, clubs, cercles, groupements à caractère social, littéraire, artistique, créés spontanément, vers la fin de 1956 par des étudiants et des jeunes de différents milieux, furent ensuite supprimés sous des prétextes.

Ainsi, la réconciliation de Gomulka avec une importante fraction d'activistes stalinien d'échelons supérieur et moyen a coûté cher au pays. Elle apaisa également les inquiétudes de l'U.R.S.S. et des autres voisins communistes, dès lors assurés que la Pologne ne s'écarterait guère d'eux.

PRESSÉS DE BRULER UNE ÉTAPE

Certes, toutes les particularités institutionnelles dues à « Octobre » n'ont pas encore été enterées. La Pologne se distingue toujours des autres pays du bloc soviétique par deux secteurs économiques où persiste la propriété privée : le petit artisanat, développé dans les villes et les campagnes, l'agriculture surtout où plus de 90 % de la surface cultivable appartient aux propriétaires individuels, dont le nombre dépasse trois millions et demi.

Depuis qu'a cessé la collectivisation, le rendement des céréales à l'hectare s'est sensiblement accru et la quantité des produits agricoles livrables au marché intérieur a augmenté. En favorisant toutes sortes de coopératives agricoles, les Pouvoirs publics escomptaient aboutir progressivement à la socialisation des exploitations rurales. Ainsi furent créés les « cercles agricoles » et le « Fonds de développement de l'agriculture », conçu comme moyen d'intégration du capital à la campagne, pour fonctionner à côté de nombreuses coopératives anciennes — telles que : Mutuelle agricole, Association des coopératives laitières, Association centrale des coopératives

d'horticulteurs, etc. Ces organismes pouvaient contribuer à transformer l'économie rurale, mais à longue échéance et à condition que la mécanisation de l'agriculture soit facilitée et que le reflux de la population rurale vers les villes devienne plus important. Il semble que ceux qui préconisent une transformation accélérée aient repris depuis les deux dernières années de l'influence au Parti et au gouvernement.

On commença par apporter des restrictions aux droits à la propriété individuelle (12). Une récente loi de juin 1962 accorde aux exploitations agricoles d'Etat (P.G.R.) la priorité dans les échanges de terres avec les paysans. Le ministre de l'Agriculture Jagielski n'a pas dissimulé l'objectif de cette faveur : « Elle est dictée par le désir de créer des conditions favorables aux exploitations d'Etat, obligées de travailler sur des lotissements dispersés ». Les partisans de la suppression rapide de la propriété privée à la campagne n'hésitent pas à proclamer la nécessité « de sauter dans une certaine mesure l'étape d'associations coopératives pour passer directement de la production agricole individuelle à la production d'Etat ». Autrement dit, les terres appartenant actuellement aux paysans seraient rassemblées par l'Etat, soit sous des formes diverses — rachat, fermage, occupation des exploitations irrationnellement gérées, ou endettées — soit par le moyen de rentes viagères (13). Dire qu'il a suffi aux bonzes du Parti de voir la moitié à peine des exploitations agricoles d'Etat débarrassées des déficits permanents pour accoucher d'une conception aussi hardie !

Déjà 45.000 exploitations paysannes individuelles (désignées parmi quelque 70.000) totalisant 350.000 hectares de sol, jugées improductives, ou défaillantes — en réalité endettées jusqu'à 50 % de leur valeur — doivent devenir propriété de l'Etat (14). Le 9 septembre dernier, à la fête de la Récolte organisée à Varsovie, Gomulka s'est écrié : « Nous devons nous inquiéter d'un état de choses où des milliers de machines et de tracteurs attendent constamment les acheteurs ». Il s'est bien gardé d'indiquer que le paysan a peur de s'endetter pour acquérir l'outillage. Il s'en méfie d'autant plus que les machines et les tracteurs en question ne conviennent pas aux petites exploitations, car les planificateurs, eux aussi, aiment à dépasser la réalité.

Le nouveau code civil, actuellement en cours d'étude, vise déjà à limiter les droits de succession des familles d'agriculteurs. Or, plus le Parti et le gouvernement auront apporté des perturbations et des appréhensions dans la vie de la campagne, plus la population polonaise aura à souffrir du déficit de céréales et des graves difficultés qu'il entraîne. Il est vrai qu'un tel état de choses n'éloigne point, mais bien au contraire, aligne en cette matière la Pologne sur les autres pays du bloc soviétique.

(10) Comp. « La déclaration commune des délégations des partis et des gouvernements de la République populaire de Pologne et de la République démocratique d'Allemagne à Berlin du 19 octobre 1962 », in Trybuna Ludu du 21 octobre 1962.

(11) A. Aristov, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Varsovie, prenant la parole, le 6 novembre dernier, lors de la cérémonie du quarante-cinquième anniversaire de la Révolution russe, souligna certainement à bon escient : « C'est une joie particulière que nous procurent l'affermissement de l'amitié et les progrès de la coopération entre la République populaire de Pologne et tous les autres pays socialistes, surtout entre la Pologne et la République démocratique d'Allemagne », in Trybuna Ludu du 7 novembre 1962.

(12) Voir à ce sujet Est & Ouest, n° 263, 16-30 septembre 1961, pp. 23-24.

(13) T. Hunek : « Eléments de transformation du système agricole dans la politique agraire d'aujourd'hui », in Nowe Drogi, n° 11, novembre 1962, pp. 97-105.

(14) J. Syroka : « Des exploitations économiques faibles », in revue Nowe Drogi, n° 2, février 1962, pp. 185-190.

DÉFICIT DE CÉRÉALES ET SES CONSÉQUENCES

Les difficultés dues au déficit de céréales garantissent sans doute pour longtemps l'actuel régime agraire.

De 1956 à 1961, la récolte moyenne à l'hectare des quatre principales céréales s'est sensiblement élevée par rapport à celle de la période stalinienne (15). Néanmoins, la production totale de ces denrées, variant de 13,5 à 15,5 millions de tonnes, ne suffit pas à la consommation intérieure, compte tenu de l'extension de l'élevage et de l'accroissement des produits laitiers et des viandes. Le déficit, au lieu de diminuer, manifeste une certaine tendance à la progression. Ainsi, les importations des céréales qui s'élevaient à 2,1 millions, en 1960, et à 2,5 millions de tonnes, en 1961 et 1962, atteindront l'année prochaine — Gomulka l'a déjà annoncé — 2,85 millions.

D'aucuns — et ils sont nombreux à l'étranger et en Pologne — s'étonnent que ce pays, exportateur des blés avant 1939, ne puisse maintenant couvrir ses propres besoins. Ils s'en montrent d'autant plus surpris que la population polonaise a depuis diminué de cinq millions d'habitants et que la production globale céréalière dépasse bon an mal an de un à trois millions de tonnes celle des années précédant la guerre. Certains contestent tout simplement ce déficit et ne voient que « prodigalité sans précédent et gaspillage ». D'autres, plus méfiants, conçoivent même des soupçons : Sait-on jamais si la Pologne qui, en 1956, a acheté dans des conditions favorables de crédit du blé aux Etats-Unis et au Canada n'en passe pas une bonne partie à des pays « frères » de démocratie populaire ?... Il ne semble pourtant pas qu'il en soit ainsi.

Les facteurs qui entrent en jeu sont plus complexes. La Pologne connaît depuis la guerre un très fort accroissement naturel de sa population. La poussée démographique provoque une extension rapide de l'emploi, ce qui accroît les revenus de la collectivité nationale. Cela, à son tour, se répercute dans le domaine du ravitaillement, d'autant que dans un pays comme la Pologne la nourriture occupe une place prépondérante dans le budget familial.

Ce qui caractérise l'agriculture polonaise, c'est la disparité entre la production du fourrage, dont les possibilités sont très limitées, et la progression de l'élevage. Celui-ci s'est fortement développé ces temps derniers, en raison des besoins intérieurs croissants et, peut-être davantage encore, à cause de la demande des marchés étrangers, ceux notamment de l'Europe occidentale. En effet, les produits agricoles constituent la moitié du tonnage des marchandises que la Pologne a exportées au cours de ces dernières années. Dans le même temps, à la suite de la baisse des prix de ces produits (16), on ne cessa d'en accroître les exportations, dans le but de redresser le bilan commercial avec les pays d'Occident, bilan qui, d'ailleurs, est toujours déficitaire.

Tous ces problèmes ne sont pas faciles à résoudre. Ils ne l'ont point été en 1962 : la baisse de la récolte annuelle — de 13 % pour les céréales et davantage encore pour les fruits et légumes — se traduit aussitôt pour la population par les difficultés du ravitaillement. En outre, l'attitude de Gomulka, les propos qu'il a tenus à plusieurs occasions dans ses discours n'ont point été de nature à faciliter la reprise des pourparlers avec Washington au sujet d'importations du blé américain. De surcroît, la situa-

tion internationale provoquée par l'affaire cubaine fit accentuer ces difficultés — pénurie de certains articles et hausse des prix. « Pour la plupart des familles, le coût des frais de subsistance, accru cette année, n'est pas compensé par l'accroissement des revenus », a affirmé récemment un économiste polonais (17).

Il se peut que la récente crise du ravitaillement donne aux communistes polonais chargés de diriger l'agriculture pas mal de sujets de réflexion. Déjà, Gomulka a attiré l'attention des militants syndicaux, réunis au V^e Congrès de leur centrale, sur la situation de la culture polonaise. Cette fois-ci, il n'a pas rejeté la responsabilité sur les cultivateurs, ni sur l'actuelle structure agraire. Ainsi a-t-il donné raison aux économistes (18). En même temps, il reconnut que le Parti et le gouvernement n'ont pas fait jusqu'ici un effort suffisant en matière de développement de l'agriculture. Pour combler le manque de céréales, précisa-t-il, il faut en augmenter prochainement la récolte annuelle de trois à cinq millions de tonnes. Cet objectif nécessite l'extension des investissements agricoles ainsi qu'une production accrue de machines, d'engrais artificiels, de produits de protection de plantes, etc. « Notre agriculture possède un énorme potentiel qui, toutefois, ne peut être mis efficacement en valeur sans d'importants investissements. » Et d'annoncer que l'année prochaine elle en bénéficiera de fort substantiels, dont l'augmentation dépassera « de loin » l'accroissement moyen des investissements octroyés à l'ensemble de l'économie nationale, y compris l'industrie, à l'exception des branches produisant des machines et des articles chimiques nécessaires à la culture du sol.

Il a également envisagé de modifier la structure des exportations vers les pays économiquement développés d'Occident, en diminuant la part des articles alimentaires agricoles. Ces exportations, dont la rentabilité décroît, ont des débouchés limités, entre autres raisons à la suite de la création du Marché commun. « Limiter les importations des céréales — affirma Gomulka — jusqu'à les supprimer totalement, doit constituer une des tâches essentielles de la politique économique du Parti et du gouvernement pour les années à venir. Sans quoi, il sera impossible d'accroître la consommation des denrées alimentaires. » Par conséquent, c'est le développement accéléré de la production agricole qui « est la condition primordiale de l'élévation du niveau de vie » (19).

Mais, pour qu'un tel programme puisse être réalisé, il faudrait que le Parti, ou certains de ses dirigeants, renoncent à leur politique d'alertes et d'insécurité pratiquée à l'égard de la population rurale.

JEAN MALARA.

(15) Elle était : en 1950, de 12,7 quintaux; en 1956, de 13,7 quintaux; en 1961, de 17,9 quintaux.

(16) Par rapport à 1956, ces prix ont diminué : de 52,1 % pour le sucre, de 29,7 % pour le beurre, de 34,9 % pour les œufs et de 14,3 % pour le bacon.

(17) G. Pisarski, dans son article : « Nos ennuis actuels », in *Zycie Gospodarcze (La Vie économique)* du 25 novembre 1962.

(18) Entre autres, W. Misuna, dans l'article « Le problème céréalière », ne prétend plus que les cultivateurs et leurs associations puissent à eux seuls combler le déficit agricole. Bien au contraire, il affirme : « Les moyens qui seraient les plus rapides et les plus efficaces dépendent de l'industrie; ce sont en particulier les engrais artificiels et les produits de protection de plantes », cf. *Zycie Gospodarcze* du 18 novembre 1962.

(19) Passages du discours de Gomulka au V^e Congrès du Conseil central des syndicats, in *Trybuna Ludu (La Tribune du Peuple)* du 27 novembre 1962.

Les événements dans la péninsule arabe et les communistes

Si la situation ne s'est pas encore complètement clarifiée au Yémen et si un retournement politique y est toujours possible, il semble cependant que le général Sallal et la junte militaire qu'il préside ont réussi à conserver le pouvoir à Sanaa. Ce succès, le chef des insurgés du 26 septembre le doit à l'aide apportée par le colonel Nasser à la révolution yéménite, mais aussi au soutien qu'il a trouvé auprès des pays communistes et de certains Etats afro-asiatiques. En effet, si le gouvernement du Caire a envoyé au Yémen cinq mille à dix mille soldats égyptiens pour combattre les tribus demeurées fidèles à l'imam El Badr et les groupes armés venus d'Arabie séoudite qui l'appuyaient, il n'en reste pas moins que l'intervention soviétique a également contribué à assurer le succès du général Sallal.

Dès le début, l'U.R.S.S. a pris résolument parti pour les révolutionnaires yéménites et a adressé « une sévère mise en garde aux dirigeants impérialistes » qui, d'après Moscou, voulaient intervenir dans les affaires intérieures du Yémen. L'Union soviétique fut d'ailleurs le premier pays à reconnaître le nouveau régime installé à Sanaa (1). Depuis lors, la plupart des Etats du bloc communiste ont, à leur tour, reconnu la jeune République du Yémen. En outre, le général Sallal, après avoir remercié Khrouchtchev et le peuple soviétique pour l'aide apportée à son équipe, n'a pas hésité à envoyer en U.R.S.S. une mission militaire chargée de demander des armes et un appui diplomatique au gouvernement soviétique. Reçue à Moscou par les maréchaux Malinovsky, Gretchko et Zakharov, la délégation yéménite a obtenu entière satisfaction : non seulement Khrouchtchev a répété à plusieurs reprises que le Kremlin accordait son soutien total au « Conseil de la révolution » de Sanaa (voir notamment le passage consacré au Yémen dans le discours prononcé récemment devant le Soviet Suprême de l'U.R.S.S.), mais du matériel militaire a été expédié de l'U.R.S.S. au Yémen tandis que des navires de guerre soviétiques venaient jeter l'ancre dans le port yéménite de Hodeïda. Enfin, il est bon de signaler qu'un nouvel accord d'assistance économique et financière yéméno-soviétique a été signé à Sanaa par l'ambassadeur de l'U.R.S.S., Nicolas Soultzki. Si l'on en croit le correspondant de la *Pravda* au Yémen, P. Demtchenko, le gouvernement du général

Sallal a demandé à Moscou de lui envoyer des spécialistes et des techniciens soviétiques pour l'aider à réaliser « la révolution industrielle et sociale » au Yémen. De son côté, la Chine populaire a accepté de fournir un prêt de 70 millions de francs suisses sans intérêt et remboursable en dix ans, destiné à la construction d'une usine de filature et d'une autre de tissage.

SANAA APRÈS LE CAIRE ET BAGDAD

Tous ces faits ne doivent pas faire croire que les nouveaux dirigeants yéménites sont, de près ou de loin, d'authentiques communistes. La vérité est beaucoup plus complexe et il faudrait tout ignorer des problèmes du Proche-Orient, en particulier ceux de la péninsule arabe où tant de groupes d'intérêts se livrent des combats sournois, pour imaginer que la chute de la monarchie au Yémen signifie la transformation de ce pays en une république populaire. D'ailleurs, l'U.R.S.S. entretient depuis longtemps déjà des relations diplomatiques avec le Yémen et lui a fourni dans le passé une aide économique et même militaire importante. Il est donc amusant de constater qu'aujourd'hui la presse soviétique publie des articles critiquant et condamnant farouchement l'ancien imam avec lequel Moscou, hier encore, entretenait de si bonnes relations. Ainsi, Youri Botchkarev s'élève, dans l'hebdomadaire soviétique *Temps nouveaux* (5 décembre 1962), contre le « régime momifié » à la tête duquel se trouvait « l'imam dont rien, ni personne ne limitait le pouvoir ».

« Un épisode en dit long sur l'arbitraire qui régnait dans le royaume, écrit le camarade Botchkarev. Un jour, des voleurs et des paysans qui les avaient capturés furent amenés devant l'imam Ahmed, celui qui est décédé en septembre dernier. L'imam ordonna de décapiter les uns et les autres. A celui qui voulut prendre la défense des paysans, l'imam répondit : « Si leurs âmes sont pures, Allah en prendra soin... »

En dépit de cet affreux « féodalisme » que les journaux soviétiques se sont bien gardés de dénoncer jusqu'au coup d'Etat du général Sallal, l'U.R.S.S. avait des relations diplomatiques avec le Yémen depuis 1929, date de la signature du premier traité d'amitié entre les deux pays. Et lorsque l'imam Ahmed, qui décapitait si facilement les paysans, fut décédé, Khrouchtchev adressa à son successeur un message de condoléances. D'ailleurs si le défunt imam put exercer ainsi sa tyrannie

(1) Voir, à ce propos, *Est & Ouest*, n° 288 - 16-30 novembre 1962 : « L'Union soviétique et le Yémen ».

sur ses malheureux sujets, il le dut en grande partie à l'Union soviétique qui, depuis plusieurs années, lui fournissait des armes et des instructeurs.

Tout cela caractérise pleinement l'opportunisme de la politique étrangère de l'U.R.S.S., en dépit de la pommade lénino-marxiste dont les dirigeants du Kremlin tentent de la recouvrir. A présent, ils accordent aide et soutien aux nouveaux maîtres de Sanaa tout comme ils ont donné successivement leur appui au colonel Nasser, puis au général Kassem lorsque ceux-ci ont renversé les monarchies dans leur pays. Il est d'ailleurs fort probable que les leaders yéménites actuels, en particulier le vice-premier ministre Abdul Rahman al-Boidhani, sont beaucoup plus proches du Caire et du « socialisme national » du Raïs que du communisme international.

Il n'en reste pas moins que la chute de la monarchie yéménite a ouvert de nouvelles perspectives pour l'action du communisme dans la péninsule arabique, notamment en ce qui concerne Aden et l'Arabie Séoudite.

UN « GOUVERNEMENT DE LA PÉNINSULE ARABIQUE »

Si le Yémen compte peu de communistes locaux — on les trouve surtout parmi les étudiants dont quelques-uns ont fait des séjours derrière le rideau de fer et ont suivi des cours dans les universités de Moscou et de Pékin — il existe, par contre, au nord et au sud de la République yéménite, des organisations et des mouvements communistes ou communistes.

Peu après s'être emparé du pouvoir, le général Sallal annonça « la création d'une République de toute la péninsule arabique ». Cela impliquait la suppression de l'Arabie Séoudite et de tous les autres Etats de la péninsule. On laissait entendre à Sanaa qu'un nouveau gouvernement républicain serait bientôt constitué avec autorité sur le Yémen, l'Arabie Séoudite, les protectorats d'Aden, d'Oman, l'Hadramaout, le Qatar, Bahrein et l'Etat de Koweït. Ce gouvernement, à peine constitué, aurait fait appel à tous les Arabes pour renverser les régimes existant dans la péninsule et d'abord celui du roi Séoud. Par la suite, le général Sallal revint sur son propos et affirma que « la révolution devait d'abord être accomplie au Yémen », ce qui impliquait pas mal de temps, et que la tâche de réaliser « l'unité révolutionnaire de toute la péninsule » revenait à « nos enfants ». C'est évidemment suite à des pressions exercées de divers côtés que le chef de la République yéménite opéra ce mouvement de recul. En voulant créer un gouvernement de la péninsule arabique, Sallal et son équipe heurtaient trop d'intérêts et risquaient de provoquer dans cette région du monde une situation internationale extrêmement grave.

Il est bon de rappeler à ce propos qu'il existe un projet britannique, étudié actuelle-

ment par le Parlement de Londres, qui vise à grouper en un « Etat Sud-Arabe » la colonie anglaise d'Aden et les onze émirats sous protection britannique qui constituent la « Fédération d'Arabie du Sud », créée en février 1959. Ce plan, qui réunirait les 500.000 habitants de la Fédération aux 220.000 habitants d'Aden, se heurte à une forte résistance de la part de groupes politiques et syndicalistes du port d'Aden. Ceux-ci veulent l'unité avec le Yémen et sont aidés en cela par les 80.000 yéménites qui résident dans la région d'Aden. En parlant de la création d'un « gouvernement de la péninsule arabique », le général Sallal n'ignorait donc pas qu'il disposait de nombreux partisans à Aden, dans ce qu'il a appelé le « Yémen méridional occupé ». Lorsque fut connue la nouvelle de la prise du pouvoir à Sanaa par les insurgés et la chute de la monarchie yéménite, le nouveau drapeau de la République arabe du Yémen apparut comme par enchantement à de nombreux balcons d'Aden. Les dirigeants des organisations politiques et syndicales arabes de la colonie britannique firent savoir à Sallal qu'ils se mettaient « à sa disposition » et qu'ils allaient former, comme lui, une « garde nationale ». Des manifestations éclatèrent dans le port pour réclamer la formation d'un « Grand Yémen ».

GROUPES COMMUNISTES ET PROGRESSISTES ARABES

Les principaux mouvements à Aden qui sont favorables au « Grand Yémen » sont la centrale syndicale T.U.C., le « Parti socialiste populaire » et la « Fédération populaire démocratique ». Tous sont opposés à la présence anglaise dans le sud de la péninsule arabique. Mais si, dans la centrale syndicale et dans le P.S.P., on trouve des éléments progressistes et communistes, il semble que la direction de ces organisations soit en relation avec le Caire, notamment par le truchement d'agents nassériens. Par contre, la « Fédération populaire démocratique » est hostile à Nasser et paraît être largement dominée par des éléments communistes.

La Nouvelle Revue Internationale, organe du communisme mondial, a publié, dans son numéro de juillet 1962, quelques précisions sur ce mouvement. Sous le titre : « La lutte pour la libération s'étend et se renforce - Lettre d'Aden », un certain Ahmad Hassan écrivait, près de trois mois avant la prise du pouvoir à Sanaa par le général Sallal :

« Depuis quelques années, le mouvement pour la libération nationale commence à s'organiser. Un certain nombre d'associations anti-impérialistes ont été fondées à Aden. Elles s'assignent avant tout pour tâche d'arracher à la domination impérialiste l'Arabie méridionale (Aden) et de réaliser l'unité d'action avec le « Nord », c'est-à-dire le Yémen.

« Une « Fédération populaire démocratique » s'est constituée à la fin de 1961. Elle a

publié une charte nationale soulignant qu'« elle s'inspire dans son activité du socialisme scientifique ». La Fédération s'est fixée pour objectif de chasser les impérialistes, d'empêcher qu'Aden ne soit utilisé comme base militaire, de faire triompher le droit des peuples d'Aden à l'autodétermination (droit que le gouvernement du Yémen, pour sa part, a reconnu dès 1957).

« Aden faisant historiquement partie du Yémen, la charte nationale formule les tâches qui se posent au peuple d'Aden aussi bien qu'à celui du Yémen.

« La Fédération populaire démocratique condamne le mot d'ordre, lancé par certains milieux anti-impérialistes, d'« union immédiate avec la R.A.U. ». On sait que la fédération entre l'Égypte et le Yémen vient d'être dissoute. L'expérience de l'union syro-égyptienne témoigne, elle aussi, qu'une telle union dépourvue de bases solides et servant inégalement les intérêts des deux parties, serait prématurée. Les démocrates d'Aden appellent à la formation d'un large front national contre l'impérialisme et ses agents, seul moyen de réaliser la libération du pays. Notre peuple est convaincu que sa lutte pour l'indépendance trouvera des échos et un appui chez tous les peuples attachés à la paix. »

Tant par la forme que par le fond, ce texte porte indéniablement la griffe communiste. Le fait d'avoir été publié dans la revue du communisme international fournit une preuve supplémentaire de son origine. Il n'est guère facile de savoir quelle force représente exactement la « Fédération populaire démocratique » à Aden. Ce que l'on sait, c'est que certains éléments de cette organisation communiste font également partie de la centrale syndicale T.U.C. et que des manifestations d'étudiants contre « la politique de discrimination pratiquée par les impérialistes », notamment les manifestations de février 1962, ont été inspirées sinon dirigées par la « Fédération populaire démocratique ».

La transformation de la monarchie yéménite en une République « libre et démocratique » ainsi que l'appui donné par l'Union soviétique au général Sallal et à son équipe vont encore favoriser, dans une large mesure, les activités des éléments progressistes et communistes de l'« Arabie méridionale ».

Au nord du Yémen, en Arabie Séoudite, existe également un mouvement qui semble avoir le soutien des communistes. Il s'agit du « Front de Libération Nationale ». Dans une lettre adressée à *La Nouvelle Revue Internationale* et reproduite dans l'organe communiste du mois de mai 1962, un des dirigeants du « Front », Kamal Hazim, écrivait :

« La classe ouvrière de l'Arabie Séoudite, en commun avec les autres travailleurs, lutte pour la libération nationale, pour la liquidation de la base militaire américaine de Dhahran, pour la suppression des vestiges du moyen âge et du féodalisme, pour une Constitution moderne et des formes démocratiques

de gouvernement, pour le respect des droits et des intérêts du peuple.

« Le « Front de Libération Nationale », fondé en 1954, joue un rôle prépondérant. Il regroupe les éléments patriotiques et démocratiques qui luttent dans les dures conditions de la clandestinité, et possède partout ses comités. Il a maintes fois dénoncé dans ses documents l'A.R.A.M.C.O. et le régime monarchiste.

« Les ouvriers du pétrole représentent une force importante dans le combat de la libération nationale. Dès 1953, ils menèrent une lutte incessante pour le droit syndical, pour la construction de logements et l'égalisation des salaires des ouvriers arabes avec ceux des étrangers, contre l'arbitraire de l'A.R.A.M.C.O. »

« Les impérialistes américains utilisent en Arabie Séoudite de nombreuses associations réactionnaires camouflées sous un masque religieux. Celles-ci se livrent à des provocations contre les organisations patriotiques locales et les clubs d'étudiants, et, en collaboration avec le gouvernement, combattent les idées progressistes sans reculer devant l'assassinat... »

« Le peuple, sous la direction du « Front de Libération Nationale », continue la lutte pour libérer son pays de l'A.R.A.M.C.O. et instaurer un gouvernement constitutionnel anti-impérialiste. »

Une fois de plus, le fait que ce texte ait été publié dans la revue du communisme mondial montre que si le « Front de Libération Nationale » de l'Arabie Séoudite n'est pas à proprement parler une organisation communiste, il n'en reçoit pas moins l'appui des communistes et tout porte à croire que certains éléments du « Front » sont de véritables communistes (2). On sait, en outre, que les Soviétiques se sont livrés à un travail de propagande parmi les ouvriers yéménites qui vont travailler en Arabie Séoudite dans les installations pétrolières de l'A.R.A.M.C.O.

Ainsi, au nord comme au sud de la nouvelle République du Yémen, existent des organisations à caractère communiste ou soutenues par les communistes. Quand on sait combien la péninsule arabique occupe une position stratégique importante dans cette région du Proche-Orient, tant par ses ressources naturelles que par sa situation géographique, on peut être assuré que les Soviétiques mettront tout en œuvre pour aider les éléments communistes et progressistes d'Aden et d'Arabie Séoudite à étendre à leurs pays la révolution qui vient de connaître le succès au Yémen.

NICOLAS LANG.

(2) Suivant des informations récentes, le *Front de Libération Nationale* a fusionné, au lendemain de la révolution yéménite, avec une autre organisation clandestine de l'Arabie Séoudite, le *Front Arabe de la Libération*, pour constituer un seul mouvement qui s'intitule : *Front Arabe de la Libération Nationale*.

Le budget soviétique pour 1963

Le 12 décembre dernier, le Soviet suprême a adopté le budget pour 1963. C'est le troisième budget en nouveaux roubles (1 NR = 10 AR). On sait que la réforme monétaire, avec échange des billets, fut décrétée en novembre 1960 et qu'elle entra en vigueur au début de 1961. Elle était destinée à conjurer l'inflation menaçante. Les deux premiers budgets présentés après la réforme du rouble (1) marquaient le souci nettement visible d'éviter la rechute dans l'inflation. Celui qui vient d'être adopté semble moins empreint d'une telle préoccupation.

Les dépenses budgétaires, qui ne s'étaient accrues que de 2,9 milliards de roubles (4 %) en 1961 et de la même somme (3,7 %) en 1962, doivent augmenter en 1963 de 5,8 milliards, soit de 7 %. Une même augmentation, tant en chiffres absolus qu'en pourcentage, est prévue quant aux rentrées, contre 3 milliards (3,8 %) en 1962 et 1,5 milliard (1,9 %) en 1961.

Il n'y a évidemment pas, ou guère, de danger d'inflation tant que les rentrées couvrent les dépenses. Mais la question est précisément de savoir si la mauvaise gestion industrielle, dénoncée au plenum de novembre qui n'y a apporté aucun remède, permettra de réaliser les recettes escomptées et n'obligera pas le ministère des Finances à dépenser plus que prévu.

LES RENTRÉES BUDGÉTAIRES

Fidèle à notre habitude, nous regroupons les rubriques officielles. Depuis plusieurs années, le gouvernement soviétique fait figurer l'impôt sur le chiffre d'affaires au chapitre « Revenus de l'économie socialiste », afin de présenter comme insignifiant l'autre chapitre, intitulé « Ressources de la population », qui comprend essentiellement les impôts directs. Nous n'entendons pas nous prêter à une telle supercherie et préférons appeler les choses par leur nom. Il serait en effet absurde de considérer la taxe sur le chiffre d'affaires (ou n'importe quel autre impôt indirect), donc un prélèvement incontestable sur les ressources

des particuliers, comme le fruit de l'activité économique, que celle-ci soit socialiste, capitaliste ou esclavagiste. C'est grâce à ce jeu de mots que la propagande moscovite a pu parler de la « suppression des impôts » en général, alors qu'il ne s'agissait que de l'impôt sur le revenu. On sait d'ailleurs que cette « suppression » fut brusquement arrêtée, en octobre dernier, au moment où il s'agissait de passer à la deuxième tranche.

Les rentrées budgétaires se présentent comme suit (milliards de roubles) :

	1963	1962	1961	1960	
	Prév.	Prév.	Prév.	Réal.	Prév.
Total	87,7	81,9 (a)	78,9	75,0	77,4
Revenus de l'économie étatique ..	45,9	42,0	39,6	36,9	38,5
dont :					
Prélèvement sur les bénéfiques...	26,1	23,2	20,5	19,0	20,3
Reste (b).....	19,8	18,8	19,1	17,9	18,2
Ressources de la population	41,8	39,9	39,3	38,1	38,9
dont :					
Impôt sur le chiffre d'affaires...	33,8	32,4	32,4	31,3	31,8
Impôts directs..	6,3	5,8	5,5	(?)	5,7
Reste	1,7	1,7	1,4	(?)	1,4

(a) Exécution : 84,7 milliards de roubles. — (b) Cotisations Assurances sociales, impôt sur coopératives et kolkhozes, recettes non spécifiées.

Pour se rendre compte de la tendance, il faut examiner l'accroissement des principaux postes d'année en année, en partant de 1960, dernière année d'avant la réforme monétaire. Ne disposant pas encore pour 1962 des données relatives à la réalisation, nous ne faisons état que des prévisions. Nous ajoutons le chiffre indiquant les bénéfiques globaux, ce qui permettra de mieux apprécier l'importance du chapitre « Prélèvement sur les bénéfiques ».

Accroissement prévu

(par rapport aux prévisions de l'année précédente, milliards de roubles)

	1960	1961	1962	1963
Rentrées totales.....	5,1 (7 %)	1,5 (1,9 %)	3,0 (3,8 %)	5,8 (7 %)
Impôt sur le chiffre d'affaires.....	-1,5 (-4,6 %)	0,6 (1,9 %)	0,0 (0 %)	1,4 (4,3 %)
Impôts directs.....	1,0 (2 %)	-0,2 (-4 %)	0,3 (5 %)	0,5 (1 %)
Prélèvement sur les bénéfiques.....	4,8 (31 %)	0,2 (1 %)	2,7 (13 %)	2,9 (12 %)
Bénéfiques globaux.....	6,5 (29,6 %)	1,7 (5,9 %)	2,7 (8,9 %)	2,8 (8,5 %)

Il ressort de ce tableau qu'après avoir marqué un ralentissement sensible en 1961 et 1962, l'accroissement des rentrées budgétaires se relève, cette fois-ci, légèrement au-dessus de celui prévu pour 1960. Mais le prélèvement sur les bénéfiques prévu pour 1963 s'accroîtra bien moins qu'en 1960 (par rapport à 1959) puisque l'augmentation des bénéfiques globaux escomptée pour 1963 n'atteindra même pas la moitié de celle prévue pour 1960. On est devenu prudent, on veut éviter de jongler avec des chiffres illusoire.

L'impôt sur le chiffre d'affaires, prévu en baisse pour 1960, resté étale ou presque en 1961 et 1962, doit cette fois-ci s'accroître de 1,4 milliard pour dépasser quelque peu son niveau de 1959. Le relève-

ment des prix des principales denrées alimentaires, décrété en juin dernier, ne profite donc pas qu'aux paysans, mais encore à l'Etat. L'augmentation prévue des impôts directs s'explique à la fois par l'accroissement de la population active et par l'annulation de la suppression promise de l'impôt sur les salaires.

Dans l'ensemble, la comparaison des prévisions pour 1960 (dernière année d'avant la réforme monétaire) et de celles pour 1963 fait ressortir que l'accroissement actuel, à peu près identique à celui d'alors après un ralentissement sensible en 1961 et

(1) Analysés dans nos n° 251 (1^{er}-15 février 1961) et 272 (1^{er}-15 février 1962).

1962, se répartit autrement qu'il y a trois ans. On se promet beaucoup moins du prélèvement sur les bénéfiques, donc de l'économie elle-même, et on demande davantage à la fiscalité indirecte.

LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Voici comment se présentent les dépenses (en milliards de roubles) :

	1963	1962	1961	1960	
	Prév.	Prév.	Prév.	Réal.	Prév.
Total	86,2	80,4 (a)	77,5	72,6	74,6
Financement de l'économie nationale	34,5	32,5	33,9	31,0	32,9
Mesures sociales et culturelles...	31,0	28,7	27,1	24,7	24,8
Forces armées..	13,9	13,4	9,3	9,4	9,6
Administration de l'Etat.....	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
Reste (b).....	5,7	4,7	6,1	6,4	6,2

(a) Exécution : 82,7 milliards. — (b) Dépenses sans affectation avouée.

A première vue, il ne semble pas y avoir de modification importante par rapport à l'année précédente. On constate que les dépenses afférentes à l'administration de l'Etat demeurent remarquablement stables depuis des années, et qu'elles sont plus que modestes par rapport à l'ensemble : elles étaient de 1,5 % en 1960 et ne représenteront que 1,3 % en 1963. L'U.R.S.S. pourrait ainsi passer pour l'Etat le moins bureaucratique du monde. Mais l'administration d'Etat proprement dite est insignifiante en comparaison de la bureaucratie économique, politique (Parti) et syndicale. L'entretien de la première figure au chapitre « Financement de l'économie nationale » ; les deux autres (Parti et syndicats) sont entretenues, d'une part, par les cotisations des membres et, d'autre part, par le budget des « mesures sociales et culturelles », sans oublier, ce qui est le cas du Parti, les fonds consacrés à la propagande et qui sont répartis entre toutes les rubriques.

Ainsi que nous le faisons tout à l'heure pour les rentrées, nous examinons ci-dessous l'évolution d'année en année des principaux chapitres des dépenses en partant de 1960, dernière année d'avant la réforme monétaire.

Accroissement prévu

(par rapport aux prévisions de l'année précédente, milliards de roubles)

	1960	1961	1962	1963
Dépenses totales.....	3,8 (5 %)	2,9 (4 %)	2,9 (3,7 %)	5,8 (7 %)
Financement de l'économie nationale.....	2,0 (6 %)	1,0 (3 %)	-1,4 (-4 %)	2,1 (6 %)
Mesures sociales et culturelles.....	1,6 (7 %)	2,3 (9 %)	1,6 (6 %)	2,3 (8 %)
Forces armées.....	0,0 (0 %)	-0,3 (-3 %)	4,1 (44 %)	0,5 (4 %)

On s'aperçoit que l'ensemble des dépenses s'accroît cette fois-ci beaucoup plus vite qu'au cours des années précédentes, et même plus vite (ce qui est le cas également pour l'ensemble des rentrées prévues) qu'en 1960, année de tension qui déboucha sur la réforme monétaire. Mais le financement de l'économie nationale s'accroîtra à peine de plus qu'il n'avait été prévu pour 1960, après l'augmentation dérisoire de 1961 et la réduction de 1962. L'accroissement des sommes consacrées aux mesures sociales et culturelles semble sujet à des variations moins brusques. Les dépenses destinées aux forces armées marquent les péripéties si abondamment commentées dans toute la presse depuis juillet 1961, lorsque le Kremlin décréta, en plein cours d'exercice, le premier relèvement massif des dépenses militaires. Ce relèvement de juillet 1961 ne figure pas au tableau ci-dessus (2^e colonne) puisque ce tableau ne fait état que des prévisions publiées à la fin de 1960.

Procédons maintenant à une autre confrontation qui, à notre avis, ne manque pas d'intérêt. Nous comparons ci-dessous les sommes que dépense l'Etat pour le financement de l'économie nationale, avec ce que lui rapporte le prélèvement sur les bénéfiques (prévisions en milliards de roubles) :

	Financement de l'économie nationale	Prélèvement sur les bénéfiques	Différence
1959	30,9	15,5	15,4
1960	35,6	20,3	15,3
1961	33,9	20,5	13,4
1962	32,5	23,2	9,3
1963	34,5	26,1	8,4

A en croire ce tableau, la marge entre ce que l'Etat verse dans l'économie et ce qu'il en tire se serait sensiblement réduite depuis 1961. Or, ce n'est pas une évolution graduelle qui pourrait témoigner d'un assainissement lent et persistant de la situation industrielle, mais une cassure qui se situe entre 1961 et 1962. Et cette « amélioration » — l'Etat récoltant soudain beaucoup plus et ne dépensant guère davantage — devient visible au moment même où la gestion de l'économie tout entière, de l'industrie et de l'agriculture, donne lieu à des doléances sans fin et à des projets de réforme on ne peut plus incisifs !

Cela veut dire que ces chiffres sont truqués. Aussi faut-il les examiner de plus près.

CAMOUFLAGE ET DÉCAMOUFLAGE DES DÉPENSES MILITAIRES

Nous reprenons ci-dessous le même tableau, en joignant les dépenses militaires au financement de l'économie nationale (prévisions en milliards de roubles) :

	Economie et forces armées	Prélèvement sur les bénéfiques	Différence
1959	40,5	15,5	25,0
1960	45,2	20,3	24,9
1961	43,2	20,5	22,7
1962	45,9	23,2	22,7
1963	48,4	26,1	22,3

Cette fois-ci, la différence entre les dépenses (économie et forces armées) et les rentrées au titre du

(Suite au verso.)

L'Église orthodoxe (officielle) de Russie et la politique internationale de l'U.R.S.S.

LES lecteurs d'*Est & Ouest* connaissent l'Église orthodoxe en U.R.S.S. sous son aspect d'Église persécutée, d'Église contre laquelle le pouvoir mène une lutte acharnée et qu'il proclame vouloir anéantir, extirper dans les années qui viennent.

Mais il est un autre aspect de cette Église, aspect qui se manifeste à travers un petit nombre de ses hiérarques et de ses clercs. C'est l'aspect d'une Église servant de soutien au pouvoir qui cherche à l'abattre, présentant au monde libre une image absolument fautive d'elle-même appuyant la politique du gouvernement de l'U.R.S.S. dans les assemblées confessionnelles qui se tiennent ici et là.

L'asservissement commença le 29 juin 1927 lorsque le *locum tenens* du trône patriarcal, le métropolitain Serge, désirant légaliser l'Église en face du pouvoir, exprima publiquement sa « reconnaissance au gouvernement soviétique pour

l'intérêt qu'il porte à tous les besoins religieux de la population orthodoxe ».

Il annonçait en même temps : « Nous avons exigé du clergé à l'étranger un engagement écrit vis-à-vis du pouvoir soviétique dans toute son activité publique... » et déclarait encore : « Nous reconnaissons l'Union soviétique pour notre patrie civile, ... ses joies et ses succès sont nos joies et nos succès, ses échecs sont nos échecs. »

Cette déclaration, faite à une époque où la persécution était particulièrement violente provoqua de nombreuses protestations d'évêques, de prêtres et de laïcs et donna naissance à l'Église clandestine dont l'existence est attestée par la presse soviétique elle-même.

Malgré cette déclaration, l'Église n'a obtenu sa reconnaissance qu'en 1943. Imitant l'empereur Gratien qui, devant la menace de l'invasion barbare, ordonnait la fin des persécutions de chré-

(SUITE DE LA PAGE 15)

prélèvement sur les bénéfices marque une remarquable continuité, du moins dans les intentions puisque nous opérons avec les prévisions, les résultats n'étant pour l'instant que partiellement accessibles.

Il est permis d'en déduire que les dépenses destinées aux formes armées et le financement de l'économie nationale sont des vases communicants. Du fait qu'une part importante des dépenses économiques est consacrée à des fins militaires, on peut la faire figurer soit au budget économique lorsque la « détente » à l'ordre du jour commande de présenter un budget militaire de « coexistence », soit au budget militaire quand on a besoin de donner des coups de savate sur la table. C'est ainsi que le Kremlin se livre tour à tour au camouflage, au décamouflage et au recamouflage de ses dépenses militaires.

A présent, après la déroute de Cuba et la nécessité d'obtenir des crédits occidentaux aidant (2), on recamoufle. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer l'accroissement des principaux chapitres budgétaires en 1962 et en 1963. Le tableau ci-dessous est on ne peut plus éloquent :

Augmentation ou diminution (en milliards de roubles)

	1963 sur 1962	1962 sur 1961	1961 sur 1960
Dépenses budgétaires totales..	+5,8	+2,9	+2,9
Financement de l'économie..	+2,1	-1,4	+1,0
Mesures sociales et culturelles	+2,3	+1,6	+2,3
Forces armées.....	+0,5	+4,1	-0,3
Dépenses occultes.....	+1,0	-1,4	-0,1

En 1961, par rapport à 1960, on a réduit les dépenses militaires de 300 millions, mais l'augmentation des dépenses économiques et des sommes destinées aux mesures sociales et culturelles (recherche et expériences nucléaires, formation pré- et paramilitaire) est de 3,3 milliards, ce qui fait une aug-

mentation de 3 milliards, à peu près identique à celle des dépenses totales (2,9 milliards). En 1962, l'accroissement des dépenses militaires visibles est de 4,1 milliards ; en revanche, le financement de l'économie nationale et les dépenses occultes diminuent de 2,8 milliards. Pour 1963, l'augmentation des dépenses militaires est plus que modeste, mais le financement de l'économie nationale s'accroît du fait qu'une partie des dépenses militaires se trouve être à nouveau imputée à l'économie, et les dépenses occultes augmentent ; le gonflement du chapitre des mesures sociales et culturelles n'est pas non plus à négliger.

Après le brutal décamouflage de l'année dernière, on recommence à camoufler. Mais ce camouflage, encore très modeste, ne peut effacer les effets de la manœuvre de 1961. Voici ce que donne la comparaison des dépenses budgétaires de 1960 et de 1963 :

Accroissement de 1960 à 1963 (milliards de roubles)

Dépenses budgétaires totales....	11,6 (16 %)
Financement de l'économie....	1,7 (5 %)
Mesures sociales et culturelles...	6,2 (13 %)
Forces armées.....	4,3 (45 %)
Dépenses occultes.....	-0,5 (-8 %)

Les dépenses budgétaires totales se sont accrues (selon les prévisions) de 11,6 milliards de roubles depuis 1960. Sur cet accroissement total, voici comment se répartissent les dotations supplémentaires :

Economie nationale.....	15 %
Mesures sociales et culturelles (a)...	53 %
Forces armées.....	37 %

(a) En partie consacrées à l'armement.

Le camouflage a recommencé. Mais les chiffres ci-dessus prouvent que le décamouflage de l'an dernier a laissé des traces difficiles à effacer. L'Occident aurait tort de fermer les yeux.

Lucien LAURAT.

(2) Cf. notre article : « La crise soviétique et l'Occident », *Est & Ouest*, n° 287 (1^{er}-15 novembre 1962).

tiens et la restitution des biens confisqués, Staline autorisa la convocation d'un simili-Concile (dix-neuf évêques présents), l'élection du patriarche et l'ouverture d'établissements d'enseignements religieux (séminaires). Les déclarations de soutien inconditionnel du pouvoir furent dès lors nombreuses. On pourrait en faire un volume. Citons pour exemple la déclaration du patriarche Alexis faite le 11 mai 1955 lors de l'assemblée de l'union soviétique des Amis de la Paix à Moscou : « *L'Eglise orthodoxe russe soutient entièrement la politique extérieure de notre gouvernement, non pas parce qu'elle n'est pas libre, ainsi que le disent nos ennemis, mais parce que cette politique est juste et correspond à notre idéal chrétien, enseigné par l'Eglise.* » (En russe dans le *Journal du Patriarcat de Moscou*, n° 6, 1955. Cité en français dans *Nouvelles du Monde orthodoxe*, n° 1, page 4).

La politique dite alors de détente éveillait dès lors des échos dans le monde occidental et l'on vit certains groupements confessionnels inviter le patriarcat de Moscou à envoyer des délégations dans le monde libre. C'est ainsi qu'en 1955 arriva à Londres le métropolite Pitirime, qui déclara que « *L'Eglise orthodoxe en U.R.S.S. ne manque pas d'argent et mène une vie riche et LIBRE* ». En 1956, à Copenhague, le métropolite Nicolas, tenant une conférence de presse, déclarait « *que non seulement il n'y a pas de persécutions religieuses, mais qu'il n'y en a jamais eue. Certes, il y a des cas d'arrestations de clercs et de déportation, mais ces arrestations sont motivées par des crimes contre l'Etat, et l'Eglise n'a pas à s'en mêler pour prendre la défense de ces criminels... La stabilité des rapports date de 1918* ». Comme les journalistes exprimaient quelque étonnement, Mgr a confirmé : « *Oui, depuis 1918.* »

La presse locale réagit... Le journal socialiste *Arbeiderblad* publia en première page une lettre ouverte au métropolite, écrite par un lecteur qui avait passé treize ans dans un camp de concentration soviétique et y avait rencontré des prêtres déportés, confesseurs et martyrs.

Les déclarations de ce genre se sont multipliées. Mais, aux voyages et conférences des prélats s'est ajoutée récemment l'utilisation de la tribune des grandes assemblées confessionnelles.

Ce fut d'abord la réunion anté-préparatoire d'un Concile orthodoxe à Rhodes en septembre-octobre 1961. Une nombreuse délégation du patriarcat de Moscou y assista et prit part aux travaux. Elle était conduite par l'archevêque Nicodème dont les journalistes ont souligné la carrière excessivement rapide.

En effet, né en 1929, il fit des études à l'Institut pédagogique et prononça à dix-huit ans ses vœux monastiques (malgré la loi soviétique qui interdit de le faire avant le service militaire). Durant deux ans, il occupa l'emploi de sacristain auprès de l'archevêque de Jaroslav, Dimitri. A vingt ans, il fut ordonné prêtre. A vingt et un ans, il était supérieur de l'église d'Ouclitch et doyen — c'est-à-dire qu'il devait surveiller et diriger les activités de prêtres bien plus âgés et expérimentés que lui. Comme il n'avait pas terminé ses études à l'Institut pédagogique et n'avait pas de formation religieuse, il s'inscrivit aux cours par correspondance de l'Académie théologique de Leningrad (or, ces cours, comme l'Académie théologique, ne sont ouverts aux séminaristes qu'après études complètes et examens d'entrée). A vingt-cinq ans, il était supérieur de la cathédrale de Jaroslav (une des plus antiques de Russie, qui a compté parmi ses supérieurs le patriarche Tikoon et le métropolite Agaphangel). En 1955, il obtint le diplôme de l'Académie et fut désigné comme chef de la

Mission en Terre Sainte (1). En 1959, il fit un voyage en Ethiopie. A trente ans, il fut nommé chef de la chancellerie patriarcale. Enfin, en juillet 1960, il fut sacré évêque et nommé chef du bureau des relations extérieures du patriarcat.

Disons tout de suite que les délégués du patriarcat de Moscou défendent toujours l'orthodoxie traditionnelle avec force et conviction. Mais c'est aussi avec force et conviction qu'ils défendent la politique de l'U.R.S.S. Ainsi, à Rhodes, parmi les thèmes que la réunion avait à examiner et dont elle devait décider s'il était opportun de les porter à l'ordre du jour du Concile projeté, se trouvait, au chapitre VII, « *L'orthodoxie dans le monde* », au paragraphe 4, « *Moyens de lutte contre l'athéisme, la théosophie, le spiritisme, etc.* »

Mgr Nicodème estima qu'il fallait omettre ce sujet. Par contre, il proposa l'addition des sujets suivants : collaboration des Eglises orthodoxes locales pour la réalisation de l'idéal chrétien de paix, de fraternité et d'amour entre les peuples. Par pitié pour les Eglises asservies et persécutées, l'assemblée de Rhodes a exclu de l'ordre du jour la lutte contre l'athéisme.

Ainsi, l'Eglise orthodoxe universelle n'a rien dit et n'aura rien à dire sur un sujet qui devrait être primordial pour elle, et cela pour ne pas s'opposer à la politique intérieure et extérieure de l'U.R.S.S. De même, dans son message final, l'assemblée de Rhodes n'a pas eu un mot d'encouragement pour les millions de fidèles persécutés !

Deux mois plus tard, à New Dehli, s'est tenue l'Assemblée générale du Conseil oecuménique des Eglises. On sait que ce Conseil a vu le jour à Londres en 1937 et qu'il est né du désir de créer une union des diverses tendances chrétiennes. Il se présente en tant « *qu'association fraternelle d'Eglises qui acceptent notre Seigneur Jésus-Christ comme Dieu et Sauveur* ». Sa « *base n'est pas une confession de foi* », mais « *le point de départ d'un entretien entre les Eglises. Le C.O.E. est entièrement indépendant de toute autorité gouvernementale et de tout parti politique* » et déclare « *avoir pris une attitude très ferme quant aux droits de l'homme, à la liberté religieuse, etc.* ». Le C.O.E. manifeste une très grande activité dans le domaine de la bienfaisance de l'aide aux réfugiés et aux Eglises. Sur ce point, il mérite toutes les louanges. Mais l'absence d'une idéologie confessionnelle et politique le pousse à faire une politique unilatérale et partisane. S'il a estimé devoir faire des reproches et des remontrances à la France, aux Etats-Unis, au Portugal et à l'Afrique du Sud, il n'a jamais rien dit sur les persécutions en U.R.S.S. ou en Chine. Sa déclaration concernant l'affaire de Cuba provoqua des protestations dont s'est fait l'écho la *Gazette de Lausanne* en publiant un article sur « *les bavardages du C.O.E.* », article dans lequel l'auteur déclare que « *le pacifisme très vague dont s'inspire le C.O.E. n'est pas chrétien mais simplement ridicule* ».

Comptant près de 200 membres, le C.O.E., dans sa réunion générale de New Dehli en novembre 1961, a admis le patriarcat de Moscou dans ses rangs. Et c'est ainsi que le 21 novembre, l'archevêque Nicodème déclarait du haut d'une tribune à la presse que « *son Eglise avait toujours suivi avec sympathie les efforts du C.O.E., bien qu'elle n'ait pas cru devoir s'y associer dès l'origine* », Or, les lecteurs du *Journal du Patriarcat de Moscou* y ont lu, dans les années 1946-1955, de nom-

(1) Concernant l'influence soviétique parmi les orthodoxes du Proche-Orient : *Est & Ouest*, n° 154, de juin 1956.

breux articles contre le C.O.E. et son activité. Ainsi, le « toujours » de Mgr Nicodème doit-il être pris dans un sens très limité. L'archevêque a aussi déclaré que l'Etat soviétique se défend d'intervenir dans les affaires de l'Eglise en vertu de la Constitution. Enfin, toujours d'après Mgr Nicodème, les campagnes anti-religieuses qui se déroulent en U.R.S.S. ne sont pas imputables particulièrement au communisme, car elles « *correspondent à une tradition ancienne dans ce pays* ».

L'assemblée de New Dehli élut un Conseil, qui s'est réuni à Paris en août 1962. Le patriarcat de Moscou était représenté à ces réunions par Mgr Nicodème assisté de plusieurs évêques, prêtres et laïcs. Un débat politique y eut lieu à propos de la politique du gouvernement ghanéen à l'égard de l'Eglise. Le Comité apprit que l'évêque d'Accra, Mgr Richard Roseveare, avait été expulsé et que l'archevêque anglican de la province d'Afrique occidentale, Cecil Paterson, s'était vu retirer le droit de visite de son diocèse. Les deux prélats étaient accusés d'avoir protesté contre le culte du chef d'Etat N'Krumah, présenté aux membres du groupement national de la jeunesse (pionniers) comme le Rédempteur.

L'assemblée discuta son projet de conseil qui visait à envoyer un message pour prier le gouvernement de reconsidérer sa décision et pour saluer les chrétiens locaux. Le Dr Baeta, délégué du Ghana, déclara que toute la question se ramène à savoir si un évêque a le devoir et le droit de parler, lorsque des problèmes d'ordre moral se posent à la conscience des fidèles. D'autre part, le délégué du Ghana souligna l'effet déplorable qu'aurait sur les chrétiens d'Afrique le silence du Conseil oecuménique devant un cas flagrant de limitation de la liberté d'expression de l'Eglise. Ces considérations furent vivement critiquées par la délégation du patriarcat de Moscou, et pour cause : les évêques de l'U.R.S.S. n'ont pas le droit d'exprimer leur opinion sur des problèmes d'ordre public et général, si cette opinion est en désaccord avec la politique du gouvernement soviétique.

Les représentants du patriarcat de Moscou insinuèrent donc que le gouvernement ghanéen avait peut-être d'autres griefs à faire valoir contre les évêques anglicans, griefs d'ordre criminel dont la formulation publique aurait pu porter tort à l'Eglise. Ils estimèrent qu'on ne peut ni ne doit intervenir dans les affaires d'un jeune Etat africain. Enfin, on proposa de conseiller à l'Eglise anglicane du Ghana de s'intégrer au peuple et de collaborer avec son gouvernement.

Une délégation du patriarcat de Moscou assista également à la session du Concile oecuménique du Vatican.

Lors d'une réunion organisée à Paris fin septembre 1962, pour informer la presse au sujet du

Concile, il fut dit que les orthodoxes, quoique très proches du catholicisme, n'avaient pas accepté l'invitation qui leur avait été faite d'envoyer des observateurs.

Quelques jours plus tard, on apprit que l'Eglise orthodoxe russe hors frontières — Eglise qui représente dans le monde libre la véritable Eglise orthodoxe russe avait, elle, acceptée l'invitation.

Les autres Eglises locales qui, à l'inverse de l'Eglise hors frontières, ont reconnu le patriarcat de Moscou, avaient convenu à Rhodes (septembre 1961) de prendre vis-à-vis du Vatican, une décision commune. Le patriarche de Constantinople en sa qualité de premier en honneur parmi ses pairs, s'adressa aux primats ses confrères, et leur demanda de lui faire connaître leur ligne de conduite devant l'invitation du Vatican. Moscou se contenta d'accuser réception de la lettre. N'ayant pas de réponse, Constantinople envoya successivement deux télégrammes.

Le 7 octobre, trois jours donc avant l'ouverture du Concile, Moscou répondit « *qu'il n'avait rien de nouveau à faire savoir* ». Ce qui signifiait, dans le contexte des conversations précédentes, que le patriarcat était contre l'envoi d'observateurs.

Entre temps, un envoyé du Saint-Siège arrivait à Moscou et s'efforçait de faire revenir Moscou sur sa décision. Le patriarcat de Constantinople fit savoir le 10 octobre qu'il n'envoyait pas d'observateurs. Quelques heures après, le patriarcat de Moscou annonçait de son côté l'envoi de délégués. La surprise fut générale. Mgr Chrysostome, archevêque d'Athènes et primat de l'Eglise d'Helade, déclara que la décision de Moscou était « *un acte politique du gouvernement soviétique* ».

Les deux ecclésiastiques que le patriarcat a délégué au Concile du Vatican sont, on s'en doute, de ceux que les autorités soviétiques peuvent sans crainte laisser sortir des frontières soviétiques.

Originaire de Vilno, professeur d'histoire de l'Eglise à l'Académie théologique de Leningrad, l'archiprêtre Vitaly Borovoy a déjà fait de nombreux voyages à l'étranger. Il a pris part à la réunion anté-préparatoire du Concile orthodoxe à Rhodes en septembre 1961, au Conseil oecuménique à Paris en octobre 1962. Il vient d'ouvrir une paroisse à Genève.

Tout jeune (il est né en 1928), l'archimandrite Vladimir Kotlarov fut chef de la mission orthodoxe russe que le patriarcat de Moscou entretient en Israël. (Notons que les chefs de cette mission — qui restaient, avant 1914, de très longues années dans ce poste — n'y demeurent aujourd'hui pas plus de dix-huit mois ou deux ans.) Lui aussi a pris part à la réunion du Conseil oecuménique à Paris en août 1962.

Quel intérêt pouvait avoir le gouvernement de l'U.R.S.S. à pousser le patriarcat à accepter l'invitation du Saint-Siège ?

Il est probable que le gouvernement n'a pas voulu laisser l'Eglise russe hors frontières être la seule à représenter l'Orthodoxie au Concile du Vatican, d'autant plus que cette Eglise est la plus intransigeante à l'égard du communisme. D'autre part, la décision patriarcale le séparait des autres Eglises orthodoxes. Enfin, le gouvernement soviétique se présente ainsi devant le monde libre comme un gouvernement parfaitement démocratique, qui n'empêche pas ses prélats de voyager ni de participer à des congrès religieux, ce qui peut servir utilement sa politique de main tendue aux catholiques. Sans compter qu'il plaçait des observateurs à lui au Concile.

A. TROUBNIKOFF.

Tous les renseignements contenus dans EST & OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur, toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à EST & OUEST, 86, boulevard Haussmann, Paris (8°).

Un Chinois parle de la Chine

Au cours de l'été dernier, un fonctionnaire de l'ambassade de la République populaire de Chine à Stockholm a décidé de rompre avec le régime communiste et de « choisir la liberté ». On verra plus loin comment il a réalisé son exploit.

Tchao-Fu — c'est son nom — n'appartenait pas aux catégories sociales privilégiées de l'ancien régime. Né le 6 février 1935 dans un village près de Tchouangyang, dans la province de Kirin, en Mandchourie, il était le troisième fils d'un pauvre paysan qui eut cinq enfants et qui mourut quand Fu avait onze ans.

Comme il était d'origine prolétarienne et qu'il avait eu quelques succès scolaires, les autorités du Parti communiste le firent entrer à l'école d'officiers de réserve, à Tchangchoun, qui prenait ses élèves entièrement en charge. Tchao-Fu en sortit en 1955. Six mois après, il était nommé sous-lieutenant des forces de la Sécurité publique. En novembre 1955, il entra au Parti communiste comme « membre candidat ». En juin 1956, il fut accepté dans le Parti comme membre de plein droit.

Retracer sa carrière serait inutile. Notons que son dernier poste en Chine fut celui d'officier d'intendance d'une unité de sécurité.

Cédons-lui maintenant la parole :

« C'est pendant que j'étais là que je commençai à me détourner du communisme. Une des raisons en était le grand nombre de camps de réforme par le travail qui se trouvaient dans le district. Dans ce seul district (la province en comprend cinq), les camps renfermaient plus de 300.000 personnes. Ces prisonniers recevaient très peu de nourriture et logeaient dans des huttes dans les pires conditions, plus mal que des animaux.

« Au début de 1960, on me convoqua au quartier général et me fit remplir un nouveau questionnaire personnel, assez long comme d'habitude. Plus tard, l'officier du département politique me demanda une adresse plus détaillée de chez moi et me dit qu'il avait essayé de faire une enquête dans ma ville, mais n'avait pu trouver mon domicile. Finalement trois officiers de notre unité furent choisis pour aller à Pékin se présenter au Ministère de la Sécurité publique. Pour des raisons que j'ignore, deux autres officiers furent refusés. Quant à moi, je fus envoyé pour formation spéciale dans une école supérieure pour cadres civils de la police près de Pékin. L'école formait des fonctionnaires de la sécurité pour mission à l'étranger, par exemple les ambassades et légations. Il y avait environ quatre-vingts élèves dans ma classe qu'on tenait séparée du reste de l'école. Cette instruction dura six mois. Je fus dans l'un des premiers groupes envoyés en mission et je fus nommé à Stockholm. J'y arrivai en octobre 1960 et j'y pris aussitôt mes fonctions à la sécurité. »

LA FAIM EN CHINE

Parmi les raisons qui le décidèrent à rompre avec le communisme, Tchao-Fu met en tout premier lieu la situation alimentaire en Chine, autrement dit l'incapacité du régime à satisfaire les besoins primordiaux de la population :

« Je l'avais constaté souvent dans mon travail avant de venir en Suède. Ceux qui revenaient de Chine à Stockholm pesaient vingt livres de moins qu'à leur départ et racontaient de tristes choses...

« La pénurie alimentaire était mise sur le compte des catastrophes naturelles, mais, pendant que j'étais encore en Chine, les gens ne pouvaient même pas trouver de poisson, et pourtant l'océan n'était certainement pas touché par la sécheresse et les inondations. Les chiens avaient disparu dans tout le pays, les gens privés de viande étant forcés de manger. Je me demandais, et je suis sûr que d'autres à l'ambassade se le sont demandé aussi, pourquoi les calamités naturelles ne provoquaient la pénurie qu'en Chine puisqu'il n'y avait pas de pénuries semblables dans des régions voisines comme le Japon et Taïwan.

« Au milieu de 1960, quand je quittai Pékin pour l'Europe, on me vola dans le train des effets personnels et des provisions que j'avais emportés, bien que je les eusse déposés à la consigne de la nouvelle gare de Pékin. Je me plaignis à l'agent de police de garde qui m'emmena dans un bureau au sous-sol de la gare. De l'autre côté du bureau, je vis une grande salle de détention où il y avait plusieurs centaines de réfugiés, dont des enfants, de différentes provinces qui fuyaient la famine dans leurs villages. C'étaient des réfugiés détenus pour violation des règlements sur le départ des villages ou pour non paiement de billet de chemin de fer.

« En Suède, nous eûmes souvent des preuves que la situation en Chine s'aggravait encore. En été 1961, l'ambassadeur Toung et sa femme partirent en congé. L'ambassade venait de recevoir une directive interdisant au personnel de rapporter de la nourriture en Chine, mais l'ambassadeur prétendit qu'il était parti avant la réception de cette directive et emporta huit kilos de farine de froment, en plus d'une quantité de vêtements, de chaussures et de tissus achetés en Suède. Sa femme, à son retour en Suède, se plaignit d'avoir dû faire la queue trois heures pour avoir un cadenas et de se l'être fait voler quand elle l'avait laissé un instant. Le pauvre cuisinier de l'ambassade, Hsiung Tchang-chui, reçut en été 1961 de Nantchang une lettre de sa femme disant que sa famille de cinq enfants n'avait pas assez à manger à cause des inondations. Hsiung fondit en larmes devant nous tous, sachant qu'il n'y pouvait pas grand-chose. Un des chauffeurs de l'ambassade reçut aussi, à la même époque, une lettre de sa famille parlant de manque de nourriture et demandant de l'aide. « L'aide » de l'ambassade consista à ouvrir la lettre et à reprocher au chauffeur d'avoir « permis » à sa famille d'écrire par la poste internationale. Mon compagnon de chambre, Huang Tchia-yung, qui était caissier et dactylo à l'ambassade, perdit vingt livres pendant ses vacances passées cet été en Chine. Il dit qu'il était difficile de trouver du ravitaillement et que, lorsque, dans un plat, il y avait un bout de viande gros comme le bout de votre pouce, on l'appelait plat de viande.

« Nous savions aussi que la situation était difficile parce qu'en juillet dernier le personnel de l'ambassade fut réduit de cinquante à vingt-trois et que, depuis quelque temps, nous ne touchions plus que

la moitié de nos salaires en Suède. Tout en connaissant ces extrêmes difficultés, nous continuions de parler comme si tout était parfait en Chine... »

Ce que Tchao-Fu vit en Suède — la situation des ouvriers, les libertés dont jouissait tout le monde — acheva de le convaincre de l'erreur du communisme.

« Enfin, dit-il, j'étais écœuré par le strict contrôle auquel nous étions tous soumis à l'ambassade. Nous devions remplir des fiches pour dire où nous allions en dehors des heures de bureau et combien de temps nous y resterions. Nous devions nous faire accompagner par au moins un autre membre du personnel, même pendant les heures de bureau. Quelques personnes seulement, dont l'ambassadeur, le conseiller et moi, pouvaient sortir seules. Or, l'ambassadeur Toung annonça, quelques semaines avant mon départ, qu'« en raison de la situation internationale défavorable » un système de convois serait mis en vigueur pour tous et à toute heure. Cela voulait dire que je n'aurais plus l'occasion d'être seul. C'est alors que je décidai définitivement que je devais vite faire quelque chose. »

Il s'évada.

« Un matin, de bonne heure, je quittai l'ambassade à la dérobée sans avoir été remarqué. Prenant une Chrysler noire dont j'étais autorisé à me servir, je gagnai les faubourgs de Stockholm où je garai la voiture et réfléchis de nouveau soigneusement à ce que je devais faire. Il ne me fut pas difficile d'arriver à la ferme décision de fuir. Mais comment ? Je fis un kilomètre à pied à travers bois, je pris des trains pour différentes destinations et j'échouai finalement, tard le soir, à la gare de Södertälje. Un aimable chef de gare me laissa dormir jusqu'au matin dans la salle d'attente. Le lendemain, je pris le train pour le Danemark. En auto-stop et en marchant, ainsi qu'avec l'aide de gens bienveillants, j'arrivai enfin sur le continent. Là je me sentis en sécurité et je pris contact avec les autorités américaines. »

LE CONFLIT ENTRE PÉKIN ET MOSCOU

« Nous savions depuis longtemps à l'ambassade que les relations étaient tendues entre notre gouvernement et les Russes et que nous n'étions pas d'accord sur beaucoup de choses. Cependant, c'est seulement quand les Russes rompirent les relations avec l'Albanie, en octobre 1961, que les fonctionnaires de notre ambassade commencèrent à appeler Khrouchtchev « vieux chauve » et à l'attaquer comme révisionniste. Dans le groupe dont je faisais partie et qui avait à sa tête la femme de l'ambassadeur Wang Lan-tchen, et qui était aussi fonctionnaire à l'ambassade, on reprochait à Khrouchtchev cinq choses : la rupture publique avec l'Albanie, le rapprochement avec Tito, le préjudice qu'il a porté au prestige du communisme en tapant avec son soulier sur la table à l'O.N.U., le manque de respect manifesté en enlevant la dépouille de Staline, ainsi que de « lécher les bottes » aux Américains et d'avoir voulu donner du prestige à son gendre, Alexeï Adjoubéï, en l'envoyant interviewer le président Kennedy.

« L'ambassadeur Toung délaissa le chef du Parti communiste suédois quand, à son retour de la réunion de Moscou, en 1961, il écrivit des articles critiquant la politique chinoise. A la place, il com-

mença à cultiver un de ses adversaires du Comité central, Karl Alex Jansson. A deux occasions au moins, en avril et en juin 1962, l'ambassadeur invita Jansson à déjeuner à sa résidence. Je le sais parce que j'étais chargé des dispositions de sécurité et de l'organisation du service pour ces réunions.

« Un autre incident dont je me souviens montre que le gouvernement chinois éprouve de la méfiance à la fois envers les Soviétiques et les Chinois. A la mi-juin, l'ambassadeur donna connaissance au personnel de l'ambassade d'un document du Ministère des Affaires étrangères qui faisait un tour d'horizon de la situation en Chine et à Taïwan. Le document préparait notre ambassade à la déclaration communiste chinoise sur la situation de Taïwan publiée le 23 juin et nous demandait à tous d'observer soigneusement les réactions des autres pays. C'était si important que le Ministère nous avait d'abord avisés par câble que le document était en route. La conférence fut trop longue pour que je puisse en rendre compte en détail, mais ce qui s'en détache dans ma mémoire, c'est la crainte exprimée que si les troupes de Tchang Kai-chek attaquaient en même temps que d'autres ennemis comme l'Inde, les communistes chinois se trouveraient dans une situation très critique. Je ne pris pas au sérieux la menace indienne parce que le lieutenant-colonel Liu, mon chef, autrefois stationné en Inde, disait qu'il ne fallait pas s'inquiéter des Indiens dont les troupes étaient mal équipées et les officiers supérieurs démoralisés pour de nombreuses raisons. Ces problèmes s'intensifieraient si le peuple, à cause des difficultés économiques résultant de la situation politique défavorable, répondait à l'attaque des troupes de Tchang. Faisant le point de la situation économique désespérée de la Chine, l'ambassadeur caractérisa les tentatives de nombreux réfugiés de gagner Hong-kong au début de 1962 comme une menace pour le gouvernement. La meilleure contre-mesure à ces menaces, dit-il, était d'intensifier la propagande intérieure sur la corruption du régime de Tchang, ce qu'on est en train de faire. Deuxièmement, après la déclaration du gouvernement chinois sur Taïwan, les Russes publièrent une déclaration de soutien. Le Comité du Parti était toutefois d'avis que ce n'était que de la propagande et qu'il était douteux que les Russes apportent vraiment une aide militaire. Le Comité du Parti se composait de l'ambassadeur, du conseiller, du conseiller commercial Fei Tse-cheng et de l'attaché militaire, le lieutenant-colonel Liu Tchîn-fu.

« Je sais aussi que les relations entre la Chine et la Russie ne s'améliorent pas parce que j'ai reçu récemment une lettre d'un vieil ami à l'unité de sécurité publique de Chiamuszu que je préfère ne pas nommer. Il écrivait que son unité recevait un entraînement spécial en vue de son transfert au service de garde le long de la frontière sino-russe près de Manchouli. Il ajoutait : « Je suis sûr que tu connais mieux encore que moi la raison de cet entraînement et de ma nouvelle affectation. » Je suis certain qu'il faisait allusion aux mauvais rapports entre les deux pays. Les officiels chinois craignent que les Russes n'abritent dans cette région des réfugiés et ne les exploitent pour des missions subversives et de renseignement. De plus, le gouvernement chinois doit juger la situation sérieuse puisque, à ma connaissance, c'est la première fois qu'une unité de sécurité publique de Chiamuszu est affectée à la garde des frontières. »

Le "trafic" des étudiants noirs

Il y a quelques mois, le président Senghor constatait ironiquement que, parmi les jeunes diplômés africains de retour au « pays », ceux qui avaient poursuivi leurs études en Occident étaient devenus communistes, alors que ceux qui revenaient des pays situés derrière le rideau de fer étaient de sérieux anticommunistes!

Cette boutade n'est paradoxale qu'en apparence. L'expérience prouve simplement que ceux qui sont prêts à appliquer le régime communiste dans leur pays sont ceux qui ne le connaissent pas, et que ceux qui n'en veulent à aucun prix sont ceux qui l'ont vu fonctionner et qui l'ont subi.

Les déboires qu'ont connus et que connaissent encore les étudiants africains à Moscou, à Prague, à Sofia ou à Pékin sont maintenant exposés au grand jour, mais la manière dont ces étudiants sont recrutés et acheminés est moins connue.

Il faut, dès l'abord, établir une distinction entre les étudiants envoyés dans les pays de l'Est par leur gouvernement à la suite d'accords culturels, et la foule des autres qui parviennent derrière le rideau de fer par des voies détournées. Nous nous bornerons ici à jeter quelque lumière sur le « trafic » qui alimente la seconde catégorie.

Un faisceau de révélations, faites directement par les victimes de cette « nouvelle traite », permet de reconstituer le fonctionnement des organismes recruteurs.

DU CAMEROUN VERS PÉKIN

La fraction rebelle de l'Union des populations du Cameroun (U.P.C.) procède à la sélection de jeunes gens dont elle entend faire des cadres. Les responsables locaux de l'U.P.C. désignent les candidats selon les critères fixés par la direction centrale et qui sont : l'intelligence, l'instruction générale, l'appartenance à une famille pauvre.

Recrutant au nom du communisme international, les chefs de l'U.P.C. ne s'embarrassent pas de notions de frontières et prospectent aussi bien au Cameroun que dans les territoires limitrophes.

Le jeune homme qui a satisfait à l'enquête de l'U.P.C. est déclaré apte à subir l'endoctrinement et dirigé sur Accra. Des responsables camerounais installés auprès de l'African Affairs Center regroupent les arrivants et les classent suivant la destination qui leur est assignée : Prague, Moscou, Varsovie, Budapest ou Pékin. Le séjour au Ghana dure deux mois, au cours desquels le groupe qui sera dirigé sur Pékin est l'objet d'une sélection spéciale. Les dirigeants de l'U.P.C. estiment en effet que ce sont les Chinois qui forment

les meilleurs cadres révolutionnaires. Dès sa formation, et durant tout son séjour à Accra, ce groupe est pris en main par le personnel spécialisé de l'ambassade de Chine populaire au Ghana (visites à l'ambassade, projection de films, conférences, etc.).

Ayant reçu des passeports ghanéens, les étudiants du groupe de Pékin vont rejoindre leur destination en passant par Zurich, Prague et Moscou. D'Accra à Zurich, le voyage s'effectue par avion de la ligne régulière K.L.M. De Zurich à Prague et de Prague à Moscou, les « boursiers chinois » sont transportés par les avions de la Compagnie de navigation tchèque. Pour la dernière étape du voyage, le groupe (toujours encadré par les convoyeurs chinois qui l'ont pris en charge à Accra et qui ne l'ont pas quitté durant les longues escales de Prague et de Moscou) emprunte le transsibérien.

C'est donc trois ou quatre mois après avoir quitté leur pays en fraude que les Camerounais se retrouvent à Pékin, livrés à l'organisation communiste qui va en faire les instruments dociles de son entreprise de subversion en Afrique. Leur propre gouvernement, ignorant ce qu'ils sont devenus, ne peut plus rien pour eux.

Cette année, une révolte a éclaté dans leurs rangs. Une trentaine d'entre eux ont refusé de continuer à se soumettre au régime chinois : sans autre forme de procès, ils ont été renvoyés à Accra et à Conakry où ils végètent, sans avenir et sans famille — devenus des parias apatrides.

UN CONGOLAIS « INTERCEPTÉ »

Le *Courrier d'Afrique* du 4 septembre 1962 publie un long article intitulé « Pourquoi j'ai quitté l'enfer communiste » et signé Pierre Ngoma. Ce récit vécu est l'histoire d'un étudiant congolais débarquant à Bruxelles avec une bourse pour suivre des études en Belgique, et qui se retrouve... à Leipzig!

Cela se passait en janvier 1960. Grâce à la complicité d'une famille d'Allemagne orientale, Ngoma réussit à gagner Berlin-Ouest, où le service des réfugiés le prit en charge et le ramena en Belgique. Ses révélations prouvent l'existence d'un « réseau » solidement organisé :

« Je suis originaire du Bas-Congo. J'ai fait des études moyennes. Fin 1959, j'ai obtenu une bourse d'études pour suivre les cours de l'École des Arts et Métiers à Bruxelles. Je suis arrivé en Belgique en janvier 1960. C'était l'époque de la table ronde politique belgo-congolaise. Le jour de mon arrivée, j'ai rencontré, dans un café de Bruxelles, deux étudiants congolais que j'avais vaguement connus. Ils m'ont proposé de loger dans une

auberge de jeunesse où ils étaient eux-mêmes hébergés. C'était une auberge communiste et mes deux compatriotes partaient, le lendemain même, pour Moscou. J'ai accepté néanmoins leur proposition. A cette époque, on se sentait très seul en débarquant à Bruxelles...

« Très rapidement, j'ai été pris en charge par quelques Belges qui se prétendaient mes amis et qui me promirent monts et merveilles. L'un d'eux, le plus actif de la bande, était secrétaire général des Jeunesses communistes. A plusieurs reprises, il suggéra que les études que j'avais entreprises n'étaient pas intéressantes et nettement en dessous de mes capacités. « Ce qu'il te faut, me disait-il, c'est l'Université. » Un jour, le jeune homme m'annonça que ses amis étaient disposés à m'offrir une bourse universitaire. J'étais très content. Je ne savais pas ce qui m'attendait... Tu iras à Berlin, me disait-on. Berlin est une ville magnifique. C'est une des plus belles capitales d'Europe. Et, un beau jour j'ai pris le rapide à destination de Berlin-Friedrichstrasse...

« Sur le quai, personne... On m'avait promis, à Bruxelles, que quelqu'un viendrait me chercher à la gare. Je serrais dans ma main un morceau de papier sur lequel une adresse était griffonnée : Thaelmannplatz. Je m'en-gouffrai dans un taxi...

« A cette adresse je rencontrai M. W..., il semblait me connaître et me fit monter dans sa voiture. Il me conduisit à l'hôtel Johannis-hof. J'ai appris par la suite que cet hôtel est réservé aux invités officiels du gouvernement. C'est d'ailleurs là que M. Gizenga avait logé. Hôtel de propagande et, donc, de tout confort. « Ici, tout est à vous, me dit mon nouveau guide. Vous pouvez demander n'importe quoi et on vous le donnera. Le Parti peut tout vous donner... » Il me promit également des habits plus chauds et de l'argent, que je n'ai d'ailleurs jamais reçus... Mes interlocuteurs faisaient à tour de rôle de longs monologues. Comment faut-il mener le Congo sur la voie du socialisme? Quelles sont les personnes qui, au Congo, sont capables de mener le peuple sur cette voie? Quels sont les amis, et quels sont les ennemis du peuple congolais? Il était fort tard déjà lorsque M. W. et son ami me quittèrent. Ils me firent la promesse de venir me retrouver le lendemain. Je ne les ai plus jamais revus... Le cinquième jour, un monsieur inconnu vint me voir, m'appela par mon prénom et me demanda de l'accompagner avec mes valises...

« La voiture s'arrêta devant un hôtel situé au numéro 112 de la Invalidenstrasse, en face de l'ancienne gare de Berlin... Les murs de l'hôtel, beaucoup moins confortable que le précédent, étaient couverts de slogans, de photographies et de drapeaux soviétiques. (...) On m'annonça que je ne pouvais pas rester à Berlin-Est; j'irais à l'Université de Leipzig avec un camarade ivoirien... Nous fûmes convoqués au Ministère de l'Education nationale. Un fonctionnaire nous remit deux tickets pour Leipzig et une très petite somme d'argent, à peine suffisante pour payer un taxi.

« On nous avait promis de l'argent et des costumes... » « Vous recevrez tout cela à Leipzig, dit le fonctionnaire. Dès votre arrivée, vous serez complètement habillés et vous recevrez tout ce que vous demanderez. » J'avais déjà entendu cela quelque part...

« ...Cependant, j'avais trouvé quelques amis à Leipzig, dont une famille réellement charmante. J'avais fait part de mon intention de retourner en Occident, malgré l'interdiction qui m'était faite de quitter Leipzig. Un jour, la jeune fille de cette famille me proposa de me conduire à Berlin et de m'aider à passer en secteur occidental... »

UN S.O.S. DES JEUNES BARUNDI

Le journal belge, *La libre Belgique*, vient de publier une lettre postée à Berlin, émanant de deux étudiants barundi :

« ...Nous sommes actuellement une bonne centaine de Barundi répartis dans différents centres d'enseignements dans les pays communistes d'Europe. La plupart d'entre nous y ont été envoyés clandestinement avant l'indépendance, au départ d'Usambara, via Dar es-Salam et par les bons soins de l'Uprona (1). Nous sommes partis avec des passeports étrangers venant de Stanleyville.

« On nous a fait quitter le Barundi en nous promettant la possibilité de faire des études ou des stages en France ou en Belgique; mais, à notre grande déception, une fois au Caire, nous avons été dirigés soit sur Prague, soit sur Leipzig. Inutile de dire qu'il nous était impossible d'avoir la moindre explication. Car une fois que l'on quitte Usumbura et Dar es-Salam on est entre les mains de gens que l'on ne connaît pas et qui disent volontiers n'avoir été prévenus de notre arrivée que quelques jours auparavant.

« Une fois à destination, on nous désigne d'office les études à entreprendre, et beaucoup sont orientés vers la sociologie, l'économie politique, le journalisme et le syndicalisme.

« Il nous est interdit de nous rendre en Europe occidentale pour y passer nos vacances, et nous souffrons d'une surveillance trop dure qui nous entoure. Nous déplorons la trahison de ceux qui nous ont livrés pieds et poings liés aux gens qui sont chargés de nous « éduquer »! Tout est fait ici pour changer notre nature humaine! Nous, les Barundi, qui sommes foncièrement croyants et qui avons été éduqués dans les traditions chrétiennes, nous nous rendons bien compte que la morale chrétienne nous convient parfaitement mieux que la philosophie marxiste, et cela bien que nous ne soyons pas pour autant des enfants de chœur.

« On nous apprend ici l'agitation et la haine comme seul moyen de résoudre les problèmes qui se posent à notre propre pays...

« Nous avons profité d'une occasion rare pour tenter de vous faire parvenir la présente

(1) Uprona = Parti Nationaliste du Burundi.

lettre afin que vous interveniez efficacement et que cesse le nouveau trafic des jeunes Barundi vers les pays du communisme.»

UN REBELLE A PRAGUE

De tous ces témoignages, le plus important et le plus documenté est sans conteste celui du Somalien Mahdi Ismail, qui vient de publier un petit ouvrage intitulé « *Un rebelle à Prague* ». Les renseignements qu'il apporte sur le recrutement des étudiants africains et leur acheminement vers les pays de l'Est sont de première main puisque, membre du Parti communiste britannique, il fut lui-même chargé de ces opérations.

Dans le chapitre II de son petit livre, Mahdi Ismail traite ce problème sous le titre « *Les marchands de bourses d'études* ». On peut y lire notamment :

« *L'entraînement des Africains vers le bloc soviétique ressemble au commerce d'esclaves d'antan. Toutefois, il y a une différence; au lieu de les enlever par la force, on leur propose un appât d'envergure : l'éducation...*

« *Dans le monde entier, des agents communistes sont chargés d'offrir des bourses aux jeunes gens méritants des pays en voie de développement. On trouve ces agents parmi les attachés d'ambassade des pays communistes, ou parmi les représentants d'organisations du front communiste telles que l'Union internationale des étudiants (U.I.E.), la Fédération mondiale des Jeunesses démocratiques (F.M.J.D.), la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.) et d'autres organisations faisant partie du front communiste ou poursuivant les mêmes objectifs que celui-ci. Les bourses sont attribuées par de nombreux intermédiaires — gouvernements communistes, organisations du front et autres institutions publiques populaires. On fait souvent appel à celles-ci lorsque les dirigeants communistes estiment que, pour des raisons d'ordre diplomatique, il serait peu souhaitable de voir attribuer les bourses par un gouvernement.*

« *Quelquefois, les communistes affirment qu'ils offrent des bourses par l'intermédiaire de l'Unesco. J'étais dans ce cas. Mais, une fois que je me suis trouvé sur le sol tchécoslovaque, on n'a plus entendu parler de bourse « Unesco »!*

Il est intéressant de rapprocher cet incident de la réponse adressée par le ministre de l'Education nationale à une question écrite posée en 1961 par un député :

« *Il ressort des informations obtenues de l'Unesco que cette organisation n'a, au cours de ces dernières années, attribué aucune bourse à des étudiants africains pour leur permettre de poursuivre leurs études en U.R.S.S. ou dans les pays d'Europe orientale.* » (J.O., 25 février 1961.)

Mahdi Ismail relate plus loin comment il a été recruté par le Parti communiste britannique puis acheminé sur Prague :

« *On m'a « recruté » à Londres, où je m'étais rendu en 1957 dans l'espoir d'y étudier le droit. J'y fis rapidement la connaissance de nombreux communistes africains qui organisaient des groupes d'études dans leur logement sous les auspices de la section africaine du Parti communiste britannique...*

« *J'étais encore jeune, et, comme je détestais la politique suivie par la Grande-Bretagne en Somalie, il était facile de me convaincre que le communisme offrait le meilleur moyen de débarrasser l'Afrique des régimes colonialistes.*

« *J'ai adhéré au Parti communiste britannique et, peu après, mes amis communistes anglais me donnèrent une lettre d'introduction pour l'attaché culturel tchécoslovaque à Londres. Il était extrêmement serviable. Non seulement pouvait-il m'obtenir une « bourse Unesco » me permettant d'étudier l'économie politique à Prague, mais il m'offrait de prendre lui-même toutes les dispositions nécessaires pour mon voyage et de me fournir les billets.*

« *En août 1958, j'ai pris l'avion, conformément aux instructions de l'attaché culturel, pour Zurich. Et là, bien que je n'eusse pas de visa pour la Tchécoslovaquie, on m'installa à bord d'un avion tchécoslovaque à destination de Prague. Grâce à cette astuce imaginée par les autorités tchécoslovaques, les autorités britanniques ignoraient tout de mon séjour d'un an derrière le rideau de fer lorsque, en 1959, je regagnai Londres pour faire renouveler mon passeport...*

« *Pendant mon bref séjour à Londres, en 1959, j'ai rencontré un spécimen typique de la créature à la solde des communistes ayant pour mission d'inciter des étudiants à poursuivre leurs études dans les pays du bloc soviétique. Il se prétendait président d'une association d'étudiants africains. J'ai appris par ailleurs que le P.C. britannique lui paie le loyer de son appartement à Londres, met à sa disposition deux secrétaires et une voiture et lui verse une indemnité. En contrepartie, il fait des rapports sur les activités des nombreuses organisations africaines à Londres et il recherche de jeunes Africains impressionnables et progressistes susceptibles de tirer profit d'une formation communiste.* »

Dans toutes les anciennes métropoles coloniales, les communistes ont maintenu des organisations chargées de servir d'intermédiaire entre les anciennes colonies et le bloc soviétique. Ce qui se passe à Bruxelles et à Londres n'est pas l'événement exceptionnel; la même organisation fonctionne à Paris et à Rome.

Se limitant aux affaires somaliennes qu'il connaît bien, Mahdi Ismail décrit comment le P.C. italien joue son rôle de transitaire entre la Somalie ou l'Egypte et Prague ou Moscou :

« *...Peu à peu, j'ai pu me rendre compte des méthodes utilisées par la L.G.S. (Ligue pour la Grande Somalie) pour s'attribuer le*

monopole des bourses offertes par les pays communistes et pour faire passer clandestinement les étudiants dans les pays du bloc. Presque tous transitent par Rome. Le P.C. italien se charge des documents de voyage pour ceux qui étudient déjà à Rome. Ils n'ont pas besoin de visa pour se rendre en Suisse, où ils peuvent — comme je l'ai fait moi-même — s'embarquer à bord d'un avion tchécoslovaque sans formalités particulières. L'organisation du P.C. italien fonctionne « comme sur des roulettes ». Au moment du départ, les jeunes gens sont accompagnés jusqu'au train et on les installe dans un compartiment où ils trouvent des places réservées et leurs bagages déjà en place dans le filet. Ces dispositions sont prises avec l'aide de cheminots communistes italiens. Elles permettent aux étudiants de commencer leur voyage sans attirer l'attention des curieux par leurs bagages encombrants.

« Les étudiants venant du Caire — il s'agit en général d'anciens membres du P.C. égyptien ou d'amis de dirigeants de la L.G.S. — informent les autorités égyptiennes qu'ils vont rentrer dans leur pays, mais ils se rendent en fait à Rome ou à Prague. Pour ceux qui partent de Mogadiscio, capitale de la République de Somalie, l'itinéraire passe également par Rome. Quelquefois, les étudiants doivent attendre jusqu'à trois mois dans la capitale italienne. Pendant tout ce temps, leurs frais de séjour, y compris l'hébergement à l'hôtel, sont à la charge du P.C. italien... »

**

Il en est de ces Africains partis en fraude pour l'Union soviétique ou les autres pays « socialistes » comme de leurs camarades qui s'y rendent avec l'accord de leur gouvernement. Tous ne deviennent pas communistes et sans doute n'est-ce que le petit nombre qui le devient vraiment. Les autres sont obligés de feindre, ou bien ils connaissent un sort misérable.

Ils ne peuvent quitter l'U.R.S.S. qu'avec un visa des autorités soviétiques, et ils n'ont pas les moyens de payer eux-mêmes leur billet de retour. Sans doute leurs gouvernements accepteraient-ils de faire des démarches pour obtenir leur retour — on peut dire leur libération. Mais comme ils sont partis en fraude, les gouvernements en question ne savent pas où ils sont. Et eux peuvent difficilement les prévenir puisque dès que leur désaccord est constaté, leur courrier est surveillé encore plus étroitement.

Au demeurant, beaucoup de gouvernements africains n'ont pas de relations diplomatiques avec l'U.R.S.S., et sont donc dans l'incapacité de réclamer leurs ressortissants.

On est en droit de se demander si l'O.N.U. ne devrait pas être saisie de ce trafic d'hommes d'un nouveau genre. Elle le pourrait d'autant mieux que les communistes, on l'a vu, se couvrent abusivement du nom d'une de ses organisations, l'Unesco, pour abuser les jeunes Africains trop crédules.

Chronique du mouvement communiste international

BELGIQUE

MODIFICATIONS DES STATUTS DU P.C.B.

Le XIV^e Congrès du Parti communiste de Belgique doit se réunir au mois d'avril 1963. Plusieurs réunions du Comité central ont eu lieu ces derniers temps (septembre et novembre 1962) pour préparer l'organisation de ce Congrès. C'est au cours de la réunion du 18 novembre que fut prise la décision d'exclure du Comité central Jacques Grippa, « coupable » de s'être déclaré partisan des « thèses chinoises » (1).

Six jours plus tard, lors de la réunion du 24 novembre, le Comité central du P.C.B. entendit un long rapport de René Beelen, membre du Bureau politique, proposant notamment que certaines modifications des statuts du Parti, soient adoptées par le prochain congrès. Après avoir souligné que depuis le XI^e Congrès (1954), toutes les instances supérieures du Parti avaient vu leur composition presque entièrement renouvelée (tous les membres du secrétariat ont été remplacés et il ne reste plus que deux anciens membres de l'équipe Lalmand-Borremans dans le Bureau politique), Beelen a demandé que désormais la « Commission de contrôle du Parti », qui a « pour mission de veiller à la sécurité et à la santé du Parti », soit élue chaque année, « comme le Bureau politique, le secrétariat, la présidence, le directeur de la presse », par le Comité central.

Jusqu'à présent, c'était le congrès qui « élisait » directement la C.C.P. Or, les exclusions du Parti sont du ressort de la « Commission de contrôle ». C'est cet organisme qui procède aux enquêtes touchant les instances du Parti et qui « examine les appels aux décisions disciplinaires prononcées par les comités fédéraux ». C'est sur proposition de la « Commission de contrôle » que le Comité central prend éventuellement la décision d'exclure tel ou tel membre.

Cette modification des statuts montre que les dirigeants du P.C. belge songent peut-être à procéder à de nouvelles épurations au sein de leur Parti et, à cet égard, estiment nécessaire de disposer entièrement, et à leur guise, de l'appareil de contrôle qui, pour l'instant, dépend tant soit peu du congrès et qui compte encore des éléments de la fédération bruxelloise favorables à la tendance Grippa.

Une autre modification des statuts nous apprend que désormais le P.C. belge aura « un ou plusieurs vice-présidents » qui, tout comme le président du Parti, feront partie de droit du secrétariat. Enfin, il a été annoncé qu'une campagne de recrutement sera prochainement déclenchée. Elle doit porter à 15.000 le nombre d'adhérents.

INDE

LE PRÉSIDENT DU P.C. FAIT SA TOURNÉE EN EUROPE.

Dange, président du P.C. de l'Inde et chef de la fraction antichinoise, a commencé en décembre 1962 la tournée des états-majors communistes en Europe. Il a débuté — comme il se devait — par Moscou, où il a été reçu par Khrouchtchev, puis il a continué en d'autres capitales, de Bucarest jusqu'à Pankow, avant de passer à l'autre côté du rideau de fer chez Togliatti. Il devait rendre visite également au siège du P.C. français.

Le thème central de tous ses entretiens est la situation du P.C. de l'Inde à la suite de la guerre de l'Himalaya, exposé accompagné de graves plaintes à l'adresse de Mao Tsé-toung et du gouvernement de Pékin.

(1) Voir, à ce propos, *Est & Ouest*, n° 275 : « Un tableau des thèses chinoises dressé par les communistes belges : Un article du drapeau rouge ».